



• mai 1997 • n° 413 •

INPRECOR
• Prix : 35 FF / 7 FS / 150 FB •

Etat d'Israël :

Du tunnel au marécage

Nicaragua :

Le tournant à droite des sandinistes

Tunisie :

Une dictature « ripoux »

Chine :

Les incertitudes de l'après Deng

SOMMAIRE

ETAT D'ISRAËL 3
Du tunnel au marécage
Michel Warschawski

ZAÏRE 6
« L'Occident a de moins en moins de prise sur notre peuple »
Entretien avec Jean Baptiste Sondji

UKRAINE 9
L'Ukraine en 1997
Roman Kondakov

RUSSIE 10
Accumulation privée, vol et crime
David Mandel

NICARAGUA 14
Le tournant à droite des sandinistes
César Ayala

Dossier: Chine

Les incertitudes de l'après Deng 18
Roland Lew

L'histoire dramatique du trotskysme en Chine 22
Livio Maitan

ALBANIE 27
Perspectives incertaines
Nicos Yannopoulos

TUNISIE 30
Une dictature « ripoux »
Ali Ben Nadra

TURQUIE 33
Le « coup » constitutionnel
Erdal Tan

NOTES DE LECTURE 35

NOUVELLES DU MONDE 36
Sri-Lanka



Du Tunnel au marécage

En 10 mois, Benyamin Netanyahu a réussi à dilapider l'essentiel des « dividendes de la paix » que ses prédécesseurs travaillistes avaient su gagner grâce au coup d'éclat que représentait la reconnaissance de l'OLP en septembre 1993, et les accords israélo-palestiniens qui en découlaient.

Par Michel Warschawski

Jérusalem, 24 avril 1997

EN OUVRANT, EN SEPTEMBRE 1996, un tunnel sous l'esplanade des mosquées à Jérusalem, provoquant ainsi une explosion palestinienne qui fit plus de 80 morts, Benyamin Netanyahu montrait qu'il voulait renégocier l'ensemble des accords signés par le gouvernement travailliste avec la direction de l'OLP, et de fait, de mener le processus d'Oslo à une impasse qui dispenserait Israël de se retirer des territoires palestiniens occupés en juin 1967. A grand peine, l'administration américaine obligeait Netanyahu à remettre le processus négocié sur ses rails, et à se retirer d'une partie de la ville de Hébron, ainsi que de 5 % supplémentaire des territoires encore occupés. Mais ce n'était pas connaître Netanyahu qui, en février 1997 décidait d'une seconde provocation : la construction d'une colonie de peuplement sur la colline d'Abu Ghneim, au Sud de Jérusalem.

Si l'on fait la somme de ce qui a été fait et de ce qui ne l'a pas été au cours de ces dix derniers mois, il est clair que ce qui a été décrit pendant plus de trois ans comme un processus de paix entre Israéliens et Palestiniens n'existe plus que dans les communiqués de presse des chancelleries internationales, et que rien ou presque ne persiste de l'esprit autant que de la lettre de la déclaration de principe signée par Yitsak Rabin et Yasser Arafat sur le gazon de la Maison blanche. Les titres de la grande presse internationale du genre « Netanyahu enterre le processus de paix » reflètent fidèlement cette analyse, et fixent le cadre du discours sur la situation politique au Proche Orient.

C'est évidemment faire la part belle aux prédécesseurs de Benyamin Netanyahu, et passer un peu rapidement sur le bilan des trois ans qui ont précédé la venue au pouvoir de la nouvelle coalition gouvernementale.

La campagne électorale de Netanyahu avait intentionnellement créé un flou : pour le public de droite, ou sensible aux arguments de la droite, il avait violemment attaqué les accords d'Oslo et ses compromis exorbitants envers les Palestiniens. Pour ceux qui hésitaient entre Pères et Netanyahu, ce dernier avait promis de continuer le processus de paix, mais avec en plus la sécurité garantie. Ses liens étroits avec la politique américaine, laissaient de plus en plus entendre qu'il ne ferait rien qui aille à l'encontre de la stratégie de la Maison blanche.

Après 10 mois de gouvernement du Likoud, il est clair que la politique suivie a été celle annoncée dans le discours idéologique d'extrême droite, et non la modération pragmatiste que d'aucuns attendaient. Peu importe si ce choix est le résultat des pressions de l'aile droite dans la coalition gouvernementale, ou que dès le départ Netanyahu n'avait aucune intention de poursuivre, même en l'amendant, la politique de ses prédécesseurs travaillistes. Ce qui compte c'est le bilan, et celui-ci est sans appel : dix mois de gouvernement Netanyahu ont sapé non seulement les maigres acquis du processus israélo-palestinien enclenché à Oslo, mais menacent aussi les avancées assez substantielles dans la normalisation entre Israël et les États arabes.

IL EST LÉGITIME POURTANT DE SE DEMANDER pourquoi la politique de Netanyahu mène à l'impasse alors que sur le fond elle n'est que la continuité de celle de ses prédécesseurs travaillistes, qui, quant à elle, laissait entendre que nous vivions au rythme d'un processus de paix nous promettant des lendemains radieux. C'est ici qu'il faut cerner les points de ruptures entre la politique travailliste et celle de Netanyahu, dont nous soulignerons ici les plus significatifs.

Tout d'abord, une rupture dans le style. Les Travaillistes israéliens ont de tous temps su être maîtres du double langage et faire de l'hypocrisie un art au moins autant qu'une politique. Pendant les trois ans où ils ne cessèrent de parler de leur engagement total dans le processus de paix, ils n'ont cessé de bâtir dans les colonies, de violer systématiquement les accords, de créer des faits accomplis qui dénaturaient et l'esprit et la lettre des principes sur lesquels s'est fait l'accord de septembre 1973. Le langage pacifiste et résolument optimiste du gouvernement travailliste ne lui garantissait pas seulement le soutien de la communauté et de l'opinion publique internationales, mais laissait à l'Autorité palestinienne une marge de manœuvre face à sa propre opinion publique, ce que le discours intransi-

geant et provocateur de Netanyahu ne permet pas. Mais l'essentiel n'est pas dans le style. Les Travailleurs ont toujours été profondément pragmatistes : on prend ce qu'on peut et on repousse à demain ce qui est aujourd'hui trop cher. C'est ce qui leur a permis d'accepter les divers plans de partition de la Palestine qui, sur le fond, étaient loin de les satisfaire. Contrairement au pragmatisme travailliste qui permet de combler la communauté internationale et de participer à un processus de négociation qui par définition, implique l'idée du compromis, le Likoud, (ou plutôt une partie du Likoud et de la coalition gouvernementale actuelle), est attaché idéologiquement et matériellement (les colons) au Grand Israël, et donc au refus de tout compromis. Si pour les Travailleurs tout est ouvert, et ne dépend que du rapport de forces local et international, pour le Likoud les options sont des plus limitées. C'est pourquoi d'ailleurs, les Travailleurs ont toujours agi sur le rapport de forces concret, sur le terrain et, depuis la DOP, renforcé la colonisation, en particulier autour de Jérusalem. Le Likoud se spécialise dans les déclarations jusqu'au-boutistes, mais en fait beaucoup moins que ses adversaires considérés comme plus modérés. Face au danger d'explosion et d'isolement international, un gouvernement travailliste aurait

mettre la normalisation entre Israël et les États arabes, et étaient prêts à y mettre le prix en termes de compromis territoriaux, et ceux qui ne voulaient qu'une nouvelle forme de domination, en se servant de l'OLP comme force auxiliaire pour maintenir l'ordre au sein de la population palestinienne. La présence des premiers donnait à Yasser Arafat les moyens de faire passer dans son opinion publique le rôle peu glorieux que ses partenaires israéliens lui imposaient.

Les compromis et les gestes nécessaires pour maintenir la collaboration entre Arafat et Israël sont, comme l'écrit le commentateur Meron Benvenisti, « totalement contradictoires avec l'image du monde paranoïaque, dénonciatrice et poussant à l'escalade (du gouvernement Netanyahu) qui pourtant continue à vouloir que l'Autorité palestinienne joue le rôle que d'aucuns lui assignent dans les Accords d'Oslo : être l'agent de la domination israélienne indirecte. Dès lors que l'équilibre entre les diverses aspirations investies dans Oslo est remis en question, on ne peut que tirer la conclusion que le processus est mort » (Haaretz, 10/4/1997).

LA POLITIQUE DE RUPTURE que semble appliquer Netanyahu le met en conflit avec une partie substantielle de la classe dirigeante israélienne, que ce soit le monde des affaires rêvant au nouveaux marchés arabes, réels ou imaginaires, et n'a que faire d'un tunnel ou d'une nouvelle colonie au sud de Jérusalem, ou bien les forces de sécurité, (du moins une partie d'entre elles) qui savent pertinemment que la collaboration palestinienne est beaucoup plus rentable que la confrontation directe imposée par l'Intifada. Quand Netanyahu et ses porte parole accusent Yasser Arafat de ne pas lutter contre le terrorisme, voire même de l'encourager, les chefs des services de sécurité se sentent régulièrement obligés de corriger le tir, parce qu'ils savent bien ce que le Raïs pourrait faire en termes de déstabilisation, s'il le voulait.

Or dès l'affaire du tunnel, l'armée et, d'une façon générale l'élite économique et intellectuelle israélienne, avaient mis Netanyahu en garde contre les conséquences, catastrophiques de leur point de vue, de sa politique intransigeante. Depuis, le fossé entre, d'une part, Netanyahu et l'équipe qui l'entoure, et de l'autre, la classe dominante israélienne ne fait que s'approfondir. L'affaire Bar-On contre Hébron en est l'expression la plus grave.

La première chaîne de TV israélienne faisait, il y a trois mois, exploser l'affaire en annonçant que le Nouveau conseiller juridique du gouvernement, qui est, dans la hiérarchie du système judiciaire israélien entre le Garde des Sceaux et le Procureur général, aurait été imposé à Netanyahu sur la base d'un chantage : soit Roni Bar-On est nommé, soit le Parti Shass, composante importante de la coalition gouvernementale, voterait contre l'accord sur Hébron, et provoquerait ainsi une crise politique majeure pour le nouveau premier ministre. Et pourquoi le Shass voulait-il à ce point cet avocat de troisième ordre à la tête du système judiciaire ? Parce que Bar-On aurait promis une amnistie, ou pour le moins un allègement des chefs d'accusation, au président de Shass et ancien ministre de l'Intérieur, Arie Der'i, actuellement en procès pour corruption et abus de pouvoir. Interrogés par les journalistes, Der'i et Bar-On niaient, de même que Netanyahu et son ministre de la justice Tasahi Hangbi. L'ancien avocat de Der'i, Dan Avi-Yitshak — qui convoitait lui aussi le poste de Conseiller juridique — aurait été à la source de la fuite qui allait ouvrir la plus grande crise institutionnelle qu'a connue Israël depuis trente ans. Face aux déclarations d'un grand ténor du barreau comme Avi-Yitshak, le Parquet ordonnait l'ouverture d'une enquête, qui s'est achevée il y a 15 jours par une recommandation d'inculper le premier ministre, son directeur de cabinet et le ministre de la justice pour fraude et abus de pouvoir ainsi

Les principaux acteurs de l'affaire Bar-On : Hanegbi, Der'i, Netanyahu et Liberman



reculé dans l'affaire de l'ouverture du tunnel sous l'esplanade des moquées, et trouvé des raisons administratives pour repousser la construction de la colonie de Har Homa. De tels « reculs » lui auraient permis d'accélérer discrètement l'épuration ethnique à Jérusalem ou l'élargissement des colonies sur la route trans-samaritaine. « Netanyahu fait des déclarations tonitruantes sur notre droit (indéniable) à la colonisation, nous, on la réalisait, en silence » a récemment déclaré l'ancien ministre travailliste de l'habitat et de la construction, Ben Eliezer.

LE BLOCAGE DES NÉGOCIATIONS, les confrontations quotidiennes entre manifestants palestiniens et soldats israéliens, la reprise des attentats, et le gel de la coopération militaire entre les forces de sécurité israéliennes et palestiniennes semblent, à première vue, sonner le glas du processus négocié, et réouvrir la voie de l'Intifada. C'est du moins ce qu'affirment nombre de commentateurs qui, il y a encore un an, parlaient d'un processus irréversible vers la paix et l'harmonie. Avant de faire le bilan de faillite d'Oslo, il faut essayer de voir ce qui, dans la politique du gouvernement actuel a mené à l'impasse, et dans quelle mesure, il s'agit de phénomènes conjoncturels ou d'un sabotage ayant des conséquences irréversibles. Pour tenter de répondre à cette question, il est primordial d'analyser la façon dont les Palestiniens perçoivent la nouvelle politique israélienne et ses conséquences.

La venue de Netanyahu a rompu l'équilibre qui a existé pendant les quatre ans du pouvoir travailliste entre ceux qui voulaient une réconciliation israélo-palestinienne pour per-

que pour chantage et menace. Après plus d'une semaine de réflexion à la quelle ont participé les meilleurs experts du parquet, le Conseiller juridique du gouvernement — nommé après que Bar-On ait été contraint de démissionner après avoir été en poste un peu moins de trois jours — et la Procureur général viennent d'annoncer leur décision. Seul Arie Der'i sera inculpé, car les preuves formelles ne sont pas suffisantes pour une condamnation des autres suspects. Le rapport, détaillé, du Parquet est sans concessions : tous les suspects, y compris Netanyahu, sont clairement accusés d'avoir abusé de leur pouvoir, et voulu nommer à la plus haute institution de l'appareil israélien, quelqu'un imposé par un politicien en plein procès criminel. Pour Netanyahu et Hanegbi cependant les preuves ne semblent pas suffisantes pour une condamnation, le principal témoin ayant apparemment hésité à dire tout ce qu'il savait. Les recommandations d'une partie des juristes du Parquet affirmaient d'ailleurs qu'à leur avis il y avait suffisamment de preuves pour une inculpation.

DU POINT DE VUE DU CONSEILLER JURIDIQUE du gouvernement, l'affaire est close, du moins en ce qui concerne le premier ministre qui échappe, sur le fil, à une inculpation criminelle. Pourtant rien n'est encore fini.

Dès l'annonce de la décision du Conseiller juridique, plusieurs politiciens ont fait appel à la Cour suprême pour que celle-ci impose une inculpation, arguant que seul un tribunal saurait évaluer la solidité du dossier contre le Premier ministre. De plus, certains députés exigent la formation d'une Commission nationale d'enquête qui est une instance quasi-juridique ayant le pouvoir d'exiger des sanctions, y compris la démission de ministres (en 1983, le général Sharon avait été obligé de démissionner, conclusions de la Commission nationale d'enquête sur les massacres de Sabra et Chatilla). Mais ce n'est pas tout : une partie des dirigeants du Likoud et certains membres de la coalition gouvernementale ne semblent pas prêts à continuer à collaborer avec quelqu'un que les plus hautes instances judiciaires reconnaissent coupables de conduite inacceptable, même si les preuves ne sont pas totalement concluantes. En particulier le Parti de la Troisième voie, et le ministre des finances et ancien ministre de la justice Dan Meridor. Les Travaillistes vont tenter d'exploiter l'affaire pour provoquer une crise gouvernementale, et imposer de nouvelles élections ou un gouvernement d'Union nationale auquel Shimon Pérès persiste à croire.

Il est prématuré de pouvoir dire quel sera l'avenir de Netanyahu et de son gouvernement, mais il est important de comprendre que, derrière l'affaire Hébron contre Bar-On, se profile une véritable guerre entre l'équipe au pouvoir et l'élite israélienne traditionnelle, une guerre qui transcende les lignes de clivage idéologique du passé. La vieille élite ne voit pas de gaieté de cœur les rênes du pouvoir aux mains d'une équipe qu'elle considère comme inexpérimentée, aventuriste et surtout « pas de chez nous ». Pour la première fois depuis la création de l'État d'Israël, le premier ministre est entouré, dans son gouvernement et dans son cabinet, de personnages dont certains sont proprement douteux, et dont les autres n'ont jamais fréquenté les cercles comme il faut : des avocats inconnus, des nouveaux immigrants, des hommes d'affaires douteux, et des gens du peuple. S'il est vrai que cette équipe n'a aucune expérience du pouvoir, s'il est vrai aussi qu'elle se conduit comme un gang qui occupe un territoire conquis, il est surtout évident que la vieille élite fait des difficultés pour collaborer et essaie de les « remettre à leur place », voire de les attendre au tournant. Un Bar-On, petit avocat pénal, un Avigdor Lieberman, immigrant récent de l'ex-URSS qui a été gardien de

boîte de nuit et est aujourd'hui chef de cabinet du premier ministre, un Arie Der'i, jeune rabbin marocain, un Dori Gold, nouvel immigrant américain qui parle à peine l'hébreu — s'en est trop pour les généraux, banquiers et hauts fonctionnaires qui ont été à la tête de l'État depuis 50 ans, et qui, au delà des divergences idéologiques secondaires, considèrent l'État et ses structures comme leur domaine privé. Ils sont prêts à intégrer les nouveaux venus, à condition toutefois qu'ils comprennent qu'ils ont le privilège d'être acceptés dans un cercle restreint, qu'ils doivent apprendre à gouverner et surtout ne pas faire de révolution.

La corruption, le piston, les nominations politiques, le copinage — tout cela n'est évidemment pas nouveau, ce qui l'est c'est d'être fait hors des circuits habituels, d'une façon un peu grossière et trop hâtive. Cela met en danger la classe dirigeante dans son ensemble, cela fait basculer aussi les priorités de l'élite traditionnelle. C'était Avi-Yitshak qui devait être le nouveau conseiller juridique (un grand avocat ayant une idéologie de droite) pas le petit Bar-On, et si l'esprit du temps exige de laisser une place aux nouveaux immigrants et aux Juifs d'origine arabe, il faut le faire graduellement, sous le patronage des anciens, et dans les règles. En ce sens, la paranoïa de Netanyahu et de son équipe, dont parlent les médias — fidèles porte-parole de cette élite — n'est pas totalement dénué de fondement : il sont entourés par des institutions qui ne les acceptent pas.

Ce qui est particulier à l'équipe actuelle, c'est qu'elle est prête à se confronter à la classe politique, et à user de méthodes plus que douteuses pour imposer son pouvoir et prendre le contrôle du maximum d'institutions. Si Netanyahu s'obstine, pour l'instant, à maintenir à la tête du ministère de la justice Tsahi Hanegbi — un ancien voyou, organisateur il y a quinze ans de ratonades contre les étudiants arabes, dénoncé par la Cour suprême comme « incapable de dire la vérité » et responsable de confrontations violentes avec l'armée lors du retrait du Sinaï en 1980 — c'est précisément pour ne pas céder devant les exigences de la vieille élite politique et administrative.

C'EST AINSI QU'IL FAUT COMPRENDRE le discours incendiaire de Netanyahu après l'annonce de la décision du Parquet : au lieu d'apaiser les esprits, il s'en est pris au complot gauchiste qui refuse d'accepter la volonté populaire, aux médias manipulés par les Travaillistes, à ceux qui sont prêts à user de tous les moyens pour empêcher la construction de nouvelles colonies sur la terre de la Patrie.

Ce populisme ne fait évidemment qu'accroître les craintes de la classe dirigeante face à un chef de gouvernement, de surcroît élu au suffrage universel, qui joue aux apprentis sorciers et risque de faire couler la barque qu'il est supposé conduire.

Si l'on ajoute à cela la colère authentique des Juifs d'origine arabe qui ne comprennent pas pourquoi c'est, une fois de plus, un des leurs qui tringue, alors que tous les autres s'en sortent, de justesse, et la certitude qu'ont les nombreux électeurs du Shass que c'est à la tradition juive orientale qu'on en veut — il est facile de voir pourquoi le Président de l'État s'est déclaré préoccupé par les éventuelles retombées de l'affaire Bar-On-Hébron.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, au cours des dix premiers mois de son mandat, Benyamin Netanyahu a moins utilisé son pouvoir pour mener une politique de droite, que mené une politique de droite — tant sur le plan interne que dans sa politique envers les Palestiniens — pour asseoir son pouvoir, et renforcer, par une démagogie populiste permanente, la haine envers toute alternative potentielle.



« L'Occident a de moins en moins de prise sur notre peuple »

Alors que l'Alliance des forces démocratiques de libération du Congo-Zaïre (AFDL) continue de progresser, contrôlant plus de la moitié du pays, et que Mobutu de plus en plus isolé envoie son armée contre les manifestants de Kinshasa, Inprecor a interrogé à Kinshasa Jean Baptiste Sondji, membre de la direction du Front patriotique (FP), principal parti de la gauche radicale dans l'opposition interne. J.B. Sondji, aujourd'hui chirurgien à l'Hôpital Mama Yemo de Kinshasa, fut un des principaux dirigeants du mouvement étudiant du début des années 70, ce qui lui avait valu une condamnation à mort en 1973, commuée en peine de prison par une mesure de grâce.

Entretien avec Jean Baptiste Sondji

Propos recueillis par notre correspondant au Congo, Jean Nanga

Inprecor : A l'instar de plusieurs pays africains le Zaïre est entré en « démocratisation » en 1990, mais sept ans après c'est la guerre civile. Est-ce une conséquence de la « démocratisation » ou un phénomène parallèle ?

Jean-Baptiste Sondji : La guerre actuelle est une conséquence de la « démocratisation » telle qu'elle fut mise en route. Notre pays a longtemps vécu sous un régime dictatorial très enraciné. En sentant venir la bourrasque du changement, la dictature, par mécanisme d'autodéfense, s'est organisée pour y résister. Tout le procès de « démocratisation » a en fait empêché la véritable démocratisation. Cette résistance âpre et constante a exacerbé les contradictions jusqu'à favoriser la guerre civile. Il faut se souvenir qu'au début M. Mobutu a organisé une consultation populaire en vue de savoir ce que pensait le peuple. Il en a résulté que la majorité voulait un changement profond. Souhaitant précéder et contrôler les



événements, il a cru qu'il lui était possible de s'octroyer une démocratisation sur mesure. C'est ainsi que nous avons assisté à une démocratisation autorisant un ou deux partis politiques d'opposition. Mais la résistance populaire a imposé un multipartisme sans limites. Par la suite Mobutu a tenté d'organiser une Conférence constitutionnelle qui ne soit pas souveraine. Finalement c'est la Conférence nationale souveraine (CNS) qui a eu lieu, mais son déroulement a été tellement gêné que les conclusions des assises n'ont pas été mises en application.

Cette résistance au changement n'est pas uniquement l'œuvre de Mobutu et de ses partenaires locaux. Elle était surtout télécommandée par les puissances occidentales, en premier lieu les États-Unis, la Belgique, la France et, dans une moindre mesure, la Grande-Bretagne.

● *La guerre civile comme conséquence de cette*

« démocratisation » semble confirmée par le fait que le Premier ministre élu par la Conférence nationale souveraine, Étienne Tshisekedi, chef de l'opposition, déchu par Mobutu a été récemment ramené par le même Mobutu pour faire face à l'opposition armée...

La situation d'un Tshisekedi, Premier ministre issu de la CNS devenant en ce moment Premier ministre d'un Mobutu dont la survie politique est menacée par le soulèvement populaire conduit par l'Alliance des forces démocratiques de libération du Congo/Zaïre, reflète les contradictions du schéma de la CNS. Pendant la CNS une analyse juste a été faite quant à l'écrasante responsabilité de Mobutu et de son système dans la faillite de l'État. La majorité des orateurs était pour son éviction de la tête du pays. Mais les Américains estimaient à ce moment qu'il fallait offrir à Mobutu une voie de sortie honorable, en raison des services rendus aux États-Unis. Ils voulaient que Mobutu soit maintenu à la tête de l'État, pour régner sans gouverner. Cette idée a été soufflée aux ténors de l'opposition dite radicale, dont l'Union démocratique pour le progrès social (UDPS, principal parti de l'opposition, dirigé par Étienne Tshisekedi), qui ont défilé à la tribune de la CNS récitant comme des perroquets que M. Mobutu doit régner sans gouverner. Notre parti, le Front patriotique, avait par contre exigé que Mobutu soit destitué et traduit devant les tribunaux. A ce stade tout le monde s'accordait pour dire que Mobutu devait quitter le pouvoir à terme, mais la CNS voulait atteindre cet objectif par la méthode douce. Dans les faits il s'est avéré que non seulement Mobutu règne mais aussi gouverne d'une main de fer empêchant ainsi une démocratisation du pays. Cette situation de blocage est à la base de l'émergence de la lutte armée qui menace sérieusement la dictature de Mobutu. Tout patriote devrait soutenir cette action pour atteindre les objectifs que nous sommes censés rechercher.

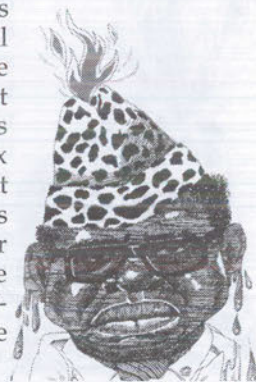
Mais curieusement Étienne Tshisekedi semble vouloir donner une bouée de sauvetage à un Mobutu qui coule, en voulant s'interposer entre lui et Laurent Kabila. Pire, il tente même de saborder l'action de Kabila en invitant ce dernier et son Alliance à devenir membres de son gouvernement, devenant ainsi des ministres de Mobutu. C'est grotesque.

● Pourtant Kabila et l'Alliance sont présentés comme téléguidés par les États-Unis, contre la France...

Quand la guerre a commencé, on parlait de la rébellion des Tutsis « Banyamulengé » voulant créer un « Tutsiland ». On a parlé aussi de l'implosion du Zaïre. Maintenant on parle de moins en moins des Banyamulengé, des Tutsis et on privilégie la thèse de la lutte d'hégémonie entre les puissances anglophones et la France. Cette évolution pour expliquer les causes profondes de la « guerre de l'Est » dénote une méconnaissance de la réalité. S'il est vrai qu'au début c'est le conflit rwandais ainsi que les conflits internes entre les Zaïrois d'origine et les populations d'expression rwandaise qui vivent dans notre pays (dont certains sont d'authentiques Zaïrois et d'autres des transplantés ou des réfugiés), on ne peut pas réduire ce mouvement de l'Est à cette simple dimension de conflit ethnique, ni surtout à une quelconque ambition de démembrement du grand Zaïre.

Il est de notoriété publique que notre pays, en raison de ses

potentialités, a toujours été l'objet de convoitises des grandes puissances. Si les États-Unis et la Belgique se rendent compte aujourd'hui que Mobutu leur ex-allié a porté un grave préjudice à notre pays et que pour cette raison ils aient décidé de se débarrasser de lui, ils rejoignent de ce fait le point de vue de la majorité du peuple zaïrois, et nous ne pouvons que nous en réjouir. Si les pays précités en raison de cette nouvelle attitude accordent une assistance militaire ou autre pour se débarrasser de Mobutu, c'est compréhensible. D'autant que ce même Mobutu n'a pu se maintenir si longtemps que grâce au soutien de ces mêmes puissances. Mais de là à tirer la conclusion que Kabila est une marionnette des États-Unis ou d'autres, c'est méconnaître le niveau de conscience politique du peuple zaïrois. En effet notre peuple est profondément traumatisé par les 37 ans de règne de Mobutu et d'autres régimes néo-coloniaux. Notre peuple a pris conscience du rôle néfaste des puissances étrangères. Et plus jamais il n'acceptera d'être dirigé par des marionnettes. Je suis convaincu que Kabila est conscient de cette réalité. Quant au conflit entre les États-Unis et la France, il ne nous concerne pas. En fait les Occidentaux naviguent à vue et font preuve d'incohérence dans la manière de gérer la situation au Zaïre. Ils ont misé sur Kengo wa Dondo, qui a le profil d'un agent du néocolonialisme adulé par les Occidentaux. Ce sont les Américains, les Belges et les Français qui ont mis le paquet pour l'imposer comme premier ministre au Zaïre en violation des règles communément acceptées à la CNS. Malgré tous les moyens mis à sa disposition pour qu'il puisse réussir, la résistance de notre peuple a fait que Kengo a lamentablement échoué. Cet échec est avant tout celui des occidentaux. Que les mêmes occidentaux aujourd'hui lâchent Kengo et soutiennent éventuellement Kabila ne signifie pas qu'ils pourront manipuler ce dernier comme ils le souhaiteraient. La réussite de Kabila dépendra de son aptitude à communier avec les aspirations de notre peuple.



● Quelles sont ces aspirations ?

On peut les résumer par la recherche de meilleures conditions de vie dans un espace de liberté et de vraie démocratie, c'est-à-dire un cadre dans lequel l'intérêt du groupe prime sur l'intérêt particulier. Ceci peut se traduire par l'exigence d'une meilleure instruction pour tous, d'un plein emploi, d'un accès à des soins de santé de qualité, à de meilleures conditions d'habitat etc. Dans l'immédiat, l'aspiration la plus profonde consiste à se débarrasser de Mobutu et du système qu'il a mis en place.

● L'AFDL est-elle porteuse d'un projet susceptible de satisfaire ces aspirations sociales ?

Je crois que si l'Alliance veut réussir, c'est-à-dire entrer en communion avec notre peuple, elle n'a pas d'autre alternative que de mettre en place une politique qui a comme finalité première la satisfaction de ces aspirations. Il est vrai que ce que je dis est une formulation peut-être idéale. Il est important de savoir si l'Alliance dispose effectivement d'un projet

de société allant dans le sens de la satisfaction des aspirations de notre peuple.

Il faut d'abord reconnaître que l'Alliance est une structure relativement jeune, constituée il y a à peine cinq mois. Il est probable qu'il y ait des difficultés à avoir une formulation achevée d'un tel projet. L'Alliance devrait tirer les leçons du passé récent de notre pays ayant conduit à la faillite actuelle. Notre économie est une économie extravertie construite pour répondre davantage aux problèmes de l'Occident qu'aux problèmes des nationaux. Cette situation a conduit à l'échec actuel. Ainsi si l'on veut réussir, la première des choses à faire est d'inverser cette situation économique. Ce qui signifie construire une économie ayant comme but principal de satisfaire les besoins de la population.

Actuellement l'humanité est ébranlée par un courant néolibéral qui se traduit dans nos pays par la privatisation des entreprises publiques sous prétexte que celles-ci sont mal gérées. Il faut signaler qu'en ce qui concerne le Zaïre il existe beaucoup d'entreprises privées également mal gérées et en faillite. La solution à une mauvaise gestion ce n'est pas la privatisation, mais l'amélioration de la gestion. Lorsqu'on jette un regard sur l'histoire récente des pays industrialisés, à partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale, il y a la période communément appelée « les trente glorieuses » caractérisée par une croissance continue et pratiquement un

plein emploi. Or pendant cette période une telle croissance et ce plein emploi n'ont été possibles que parce que l'État avait le contrôle des pans entiers de certains secteurs de l'économie nationale, de manière à imprimer à celle-ci une orientation positive pour la communauté. Aujourd'hui que constatons-nous ? Le désengagement total de l'État des secteurs qu'il contrôlait, non parce que ces secteurs étaient mal gérés mais simplement pour des raisons idéologiques néolibérales. Nous assistons à des crises sociales, à la croissance du chômage et de la pauvreté.

Mais une économie qui n'est pas au service de la communauté ne peut qu'être source de crise. Ceci veut dire que notre pays et spécialement l'Alliance devraient tirer les leçons de ces faits pour rejeter fermement la politique d'ajustement structurel imposée par la Banque mondiale et le FMI. Cette option est fondamentale et va déterminer la suite des événements dans notre pays. A ce propos le Front patriotique ne se considère pas comme un observateur extérieur à tout ce qui se passe au Congo-Zaïre. Notre devoir est donc de contribuer positivement à l'élaboration d'un tel projet. Et croyez moi, nous nous y attelons.

● Est-ce une option partagée dans l'opposition non-armée ?

Lorsqu'on parle de l'opposition non armée il faut distinguer les états-majors des partis politiques et le peuple. 95 % au moins des acteurs politiques zaïrois sont des agents du néo-colonialisme. Pour eux les difficultés rencontrées par le Zaïre sont simplement imputables à la mauvaise gestion. Il suffirait donc de moraliser et d'améliorer la gestion pour qu'il retrouve sa splendeur d'antan. Cette analyse est tout naturellement erronée. Et c'est ce genre d'analyse qui conduit les politiciens zaïrois à opter pour le réformisme,

envisageant même une cohabitation harmonieuse avec Mobutu et considérant l'option militaire pour mettre fin au régime mobutiste comme étant contraire aux bonnes manières, voire à la démocratie. En réalité tous ces politiciens redoutent les vrais changements, car à coup sûr si de tels changements étaient opérés ils disparaîtraient de la scène politique. Le blocage que connaît notre pays est largement imputable à cette classe politique. Le peuple par contre a une prise de conscience bien différente même si la formulation de ses exigences n'est pas aussi structurée que nous le ferions. La chance de notre pays c'est précisément le fait que la volonté d'un changement en profondeur de la manière de gérer le pays est portée par le peuple. C'est cette réalité qui fait que les puissances occidentales, en dépit des moyens mis en œuvre pour nous imposer leurs schémas, échouent lamentablement.

● Les mobilisations populaires connues sous le nom de « Parlementaires debout » constituent-elles une illustration du décalage entre le peuple et la quasi-totalité de l'opposition non armée ?

Absolument ! Le « Parlement debout » est un phénomène socio-politique né dans cette décennie. Il se dit « Parlement debout » par opposition au parlement classique où les parlementaires sont souvent assis, donc peu vigilants. Alors que celui qui est debout est plus éveillé. Le « Parlement debout » s'était distingué pendant la période de la CNS quand notre peuple suivait attentivement les débats. Chaque fois qu'un conférencier se hasardait à tenir des propos contraires aux intérêts du peuple la sanction était immédiate : la résidence de l'intéressé était immédiatement identifiée et en quelques heures rasée. Par exemple la villa d'un ministre de la santé publique de Mobutu a disparu en quatre heures, les murs étaient démontés par des centaines de personnes enragées. Par la suite le « Parlement debout » a pris l'habitude de se réunir autour des étalages de journaux, échangeant leurs informations, invitant de temps en temps des acteurs politiques à les éclairer sur tel ou tel sujet. Les « parlementaires debout » ont une organisation semi-clandestine, mais suffisamment efficace pour être capable de surveiller n'importe qui à travers tout le pays. Je me souviens d'un cas où une délégation de l'Union européenne, composée essentiellement d'Allemands, était allée voir le Premier ministre Tshisekedi. Les « parlementaires debout » attendaient cette délégation à la sortie de la résidence de Tshisekedi et avaient préparé un message en allemand qu'ils avaient remis à la délégation. Voilà, ils sont très organisés et c'est l'œil et l'oreille du peuple !

● Qu'en est-il du mouvement syndical ?

Le syndicalisme au Zaïre est très diversifié, il existe pratiquement autant de syndicats que de partis politiques. Plusieurs d'entre eux ont été créés pour permettre à leurs fondateurs de participer à la CNS. Ceux-là ne se préoccupent pas de la lutte pour la défense des intérêts des travailleurs. Si de plus on prend en compte l'extrême pauvreté des travailleurs zaïrois, on imagine aisément que les quelques vrais syndicats qui tentent de s'organiser éprouvent d'énormes difficultés. Néanmoins il faut signaler l'existence de quelques syndicats d'entreprise mieux organisés qui sont en mesure de contraindre le pouvoir à renoncer à certaines pratiques. C'est le cas du syndicat des travailleurs de l'ONATRA qui contrôle de nombreux ports, dont ceux de Matadi et de Kinshasa, de



même que le chemin de fer Matadi-Kinshasa. Ce syndicat a contraint le gouvernement Kango à renoncer à son projet de privatisation de cette grande entreprise publique, en déclenchant une grève qui a failli asphyxier tout le pays et spécialement la capitale. Il faut également noter le rôle important joué par le syndicat de la fonction publique, qui parvient à organiser des grèves, mais dont l'organisation et la direction sont plus faibles. Les travailleurs de la Gecamines ont également une grande capacité de mobilisation et d'organisation. Récemment ils ont fait grève et obtenu le paiement des salaires en retard de plusieurs mois, que le régime voulait consacrer à son « effort de guerre »(1).

● *Peut-on parler d'une gauche révolutionnaire au Zaïre ?*

Au Zaïre il y a d'une part un potentiel humain et des richesses énormes et de l'autre une pauvreté extrême. Cette situation est explosive. Les contradictions sont à un tel point exacerbées, qu'elles mettent à l'ordre du jour un changement radical. Pourtant il n'y a pas d'organisation politique révolutionnaire bien structurée et bien implantée qui correspondrait à cette situation. Il y a à cela des raisons historiques : l'élite intellectuelle zaïroise a été formée pour l'essentiel sous le régime Mobutu, de plus l'enseignement est essentiellement contrôlé par l'Église catholique. Tout cela a limité la pénétration des idées révolutionnaires dans notre pays. Mais nous pensons que la situation qui impose à un nombre croissant de Zaïrois à avoir une praxis révolutionnaire est propice à l'assimilation rapide des idées révolutionnaires par les masses.

● *S'il fallait tirer quelques leçons de la crise actuelle...*

L'Occident a de moins en moins de prise sur notre peuple, dans la mesure où celui-ci rejette à sa manière toute solution imposée de l'extérieur. Le cas de Kengo est sans doute la préfiguration des rapports d'indépendance que souhaitent nos peuples et rend l'avenir plus qu'incertain pour toutes les marionnettes, pour toute la bourgeoisie compradore. De ce point de vue, à la lumière de la crise zaïroise se dessine sans doute un réajustement des rapports futurs entre l'Afrique et l'Occident. Frantz Fanon disait que l'Afrique a la forme d'un revolver, dont la gâchette se trouve être le Congo (Zaïre). Si le Zaïre apparaît comme un pays où règne le désordre, il s'y dessine quand même des rapports sociaux traduisant une évolution. L'apparente tranquillité des autres pays africains masque des crises dont seule l'expression est pour l'instant différée.

Kinshasa, le 2 avril 1997 ★

1) La Gecamines, qui emploie 26 500 personnes, avait depuis 1967 le monopole de l'exploitation et du commerce du cuivre, du cobalt et du zinc. C'est l'une des poules aux œufs d'or du Zaïre, objet de conflits entre les impérialistes américains, belges et français. C'est pour ces mines qu'il y a eu la sécession du Katanga (Shaba) dirigée par Moïse Tschombé inféodé à l'impérialisme, et aussi l'invasion mercenaire franco-belge à Kolwezi. Le 16 avril 1997, après la prise de Lubumbashi, l'AFDL a signé un contrat avec la société America Minerals Fields (AMF), mettant en place trois joint-ventures consacrées à la réhabilitation des installations de certains sites, à la construction de nouveaux équipements et à la prospection de nouveaux gisements. L'AMF s'est vue garantir 51 % de ces joint-ventures contre la promesse d'investir un milliard de dollars au cours des trois prochaines années. Notons que l'AMF annonce qu'elle prendra en charge le paiement des salaires de la Gecamines dans un premier temps et que le commissaire aux finances de L'Alliance, Mwapanga Mwana Nanga, a annoncé que l'apport financier de l'AMF sera dans un premier temps « consacré à l'effort de guerre » (selon *Le Monde* du 18 avril 1997).

L'Ukraine en 1997

L'hiver 1996 a apporté de nouvelles difficultés à la majorité des citoyens d'Ukraine. De façon visible le nombre de postes de travail a diminué dans l'industrie et cette tendance continue à se manifester. Le gouvernement a annoncé qu'il « démontait » à peu près 50 % du secteur d'Etat comportant les institutions préscolaires, l'éducation et la santé. En 1997, 20 % des travailleurs occupant des postes budgétaires seront tout simplement jetés à la rue.

Cependant que les 10 à 15 % qui représentent l'"élite" s'enrichissent activement, les enseignants, les médecins, les mineurs et d'autres travailleurs du secteur d'Etat n'ont pas touché leur salaire depuis 3-4 mois.

L'Etat est débiteur devant les travailleurs mais il hausse les impôts, il augmente les prix d'accès aux moyens de transport, il détruit les garanties sociales et exige une contribution pour les charges locatives et les impôts locaux. Cet Etat banqueroutier, racketteur et voleur en chef, laisse la majorité des citoyens n'être qu'une force de travail bon marché et les otages du business privé. C'est ainsi que les intérêts du capital et les privilèges de la minorité suppriment tous les droits civiques en renforçant la spéculation et la criminalisation de toute la société.

En 1996 la population ukrainienne a diminué de 300 000 personnes. On attend pour 1997 une nouvelle diminution de 400-500 000. D'après les données officielles, en 1996, près de 10% de la population est à la limite du minimum vital (dont 50 % de retraités).

Du 28 au 30 janvier, 3 000 représentants des enseignants et 400 représentants des mineurs ont mené des actions de protestation à Kiev. Dans la ville de Pervomaïskié (région du Donbass), 500 mineurs ont fait la grève de la faim pendant sept jours en exigeant le paiement de leur salaire.

Pas un seul parti politique ne soutient les revendications ouvrières. Les socialistes et les communistes (SPU et KPU) semblent être des partis de masse si l'on s'en tient aux listes qu'ils présentent aux autorités (près de 800 000 membres sur le papier). Mais leurs nombreux fonctionnaires travaillant dans des organes dirigeants au niveau du district, de la ville, de la région ou même dans l'administration présidentielle, ayant la majorité au Parlement, ont en fait régulièrement soutenu le gouvernement contre les citoyens.

Pour l'instant l'ordre existant n'a pas besoin d'avoir recours à la répression ou à des mesures policières. Les différentes décisions sont appliquées en douceur et ne menacent en rien l'élite étatique et financière.

Le business moyen et les bureaucrates prospèrent avec cet « ordre existant ». Mais par quelle voie en finir avec lui ?

Aujourd'hui on peut affirmer que tous ces Etats nationaux bourgeois-bureaucratiques (c'est-à-dire les anciennes républiques de l'URSS) sont une réaction à la « perestroïka » de M. Gorbatchev et aux événements d'août 1991.

Alors les « démocrates du marché » et les conservateurs du PCUS compriment que l'activité du peuple était incontrôlable et que les travailleurs étaient les ennemis aussi bien des plans de la bourgeoisie que de l'ancien ordre totalitaire.

Depuis 1988 le facteur révolutionnaire démocratique en politique a été continuellement écrasé et par le PCUS au pouvoir et par l'opposition bourgeoise en formation. Développer l'activité révolutionnaire des travailleurs, dont on a tant besoin aujourd'hui, demeure la tâche essentielle pour le futur proche. Pour réellement combattre, il faut frayer le chemin à la lutte de classe pour le socialisme !

Dnepropetrovsk, 24 février 1997

Roman Kondakov

Accumulation privée, vol et crime

Il est clair, aux yeux même d'un observateur superficiel, que la politique gouvernementale de la Russie actuelle est fondamentalement pro-capitaliste et anti-ouvrière. La plus grande partie de l'économie a été déjà privatisée : notamment le secteur financier. Les ressources énergétiques et les médias sont de plus en plus concentrés entre les mains d'un petit nombre de groupes ou « clans ». Mais cela ne signifie pas nécessairement que la bourgeoisie russe naissante ou que certains de ses secteurs puissent imposer à l'État leurs intérêts sur une base économique, politique ou idéologique autonome.

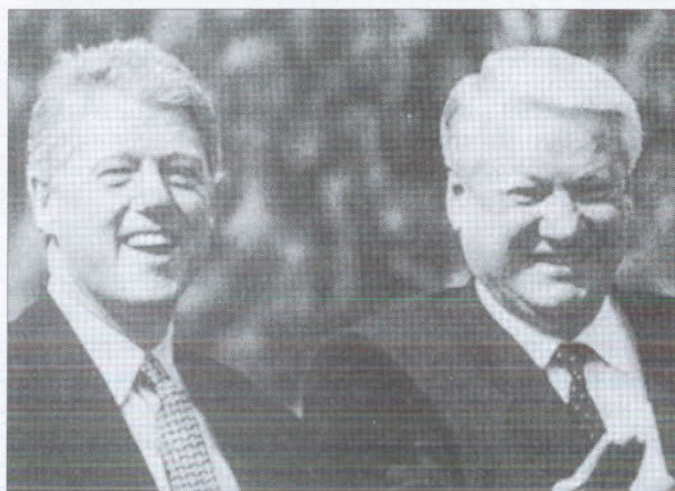
*Par David Mandel
Décembre 1996*

LA NOUVELLE CLASSE DE PROPRIÉTAIRES dépend très largement de l'État (qui à son tour s'appuie sur le G7 et sur les institutions financières internationales) en raison de sa capacité d'accumuler. Le rapport entre l'État et cette bourgeoisie est très étroit : on peut presque parler d'une fusion. Il s'agit du régime le plus corrompu de l'histoire moderne.

Les clans du business sont non seulement liés au gouvernement, mais souvent certains de leurs membres importants lui appartiennent à différents échelons. Par exemple Vladimir Potanin, premier vice-premier ministre est directeur de la Oneximbank, la plus grande banque privée de Russie. Les plus gros holdings de ce groupe sont : le Noril'sk Nikel, le plus grand producteur mondial de nickel, Sindako, une compagnie de pétrole très importante et des firmes de la métallurgie, du transport, de l'imprimerie, du matériel de construction et des entreprises commerciales.

L'autre exemple est Boris Berezovskii, vice-secrétaire du conseil de la sécurité nationale, chef d'une chaîne de vente d'automobiles, également directeur de la banque d'Ob'edinnennyi et l'un des propriétaires de Sibneft, une importante compagnie de pétrole. La revue *Forbes* l'a présenté comme l'homme le plus puissant de Russie et également le principal suspect dans la plus importante enquête d'assassinat du pays. Le chef du groupe financier Alpha (banque, ciment, pétrole, commerce), Petr Aven, a été ministre du commerce extérieur dans le gouvernement Gaidar. Le directeur adjoint du groupe, A. Vid, a été président du Comité exécutif du parti du premier ministre Tchernomyrdine pendant la campagne électorale de décembre 1995. On pourrait continuer...

L'État a été et demeure le levier et la source principale de



l'accumulation privée. Il accomplit ce rôle sous différentes formes, notamment par le biais de la concession de la propriété étatique à des prix symboliques, souvent par des ventes aux enchères manipulées, la concession de licences pour l'exportation des matières premières et des produits semi-finis, les exonérations d'impôt, les crédits, et l'utilisation par l'État des banques privées pour garder et distribuer ces fonds. La dette de l'État, qui est devenue un moyen important de financement du déficit, a été aussi un mécanisme clé de l'accumulation privée. En 1996, le trésor a payé des taux d'intérêt annuel moyen de 100,3 % alors que l'inflation était de 22 %. Selon un fonctionnaire gouvernemental haut placé, « les compagnies financières bien connues telles que Most-bank, Alpha-bank, LogoVAZ, Imperial et beaucoup d'autres, se sont toutes développées grâce à l'argent de l'État, qui est le plus grand marché ». Si cette ressource n'était plus disponible, toutes ces entreprises feraient faillite. Le *Moscow Times* a écrit à propos du groupe-Alpha « sa force réside moins dans l'ampleur de ses intérêts que dans ses liens avec le gouvernement ».

Toujours est-il que le principal mécanisme d'accumulation a été une activité ouvertement criminelle dont le vol à des entreprises étatiques et privées et à des particuliers. Par exemple, Transis Commodities, une compagnie privée, a réussi à acheter à bas prix une grande partie de l'industrie russe de l'aluminium, à arracher des profits par le truchement d'usines d'aluminium et à échapper à l'impôt par la manipulation du prix d'importation de la bauxite. Ces pratiques ont bénéficié du soutien du gouvernement lors d'un meeting présidé par O. Soskovets, à l'époque vice-ministre chargé de l'industrie. Avant de devenir vice-premier ministre, Soskovets dirigeait le Comité de la métallurgie russe. L'un des directeurs, de Transis,

V. Lishin, est un de ses proches associés. La corruption étatique et le crime à une large échelle dans le secteur privé sont tellement endémiques que la conclusion qui s'impose est qu'il s'agit d'une politique d'État. Dans un entretien le colonel Streletskii, ancien chef du département du service de sécurité de la présidence pour la lutte contre la corruption a déclaré : « le vol insatiable de la richesse de l'État par nos fonctionnaires a créé des trous immenses dans le budget de l'État ! C'est le résultat de l'activité des clans dont je suis en train de parler. Il s'agit de gens du même âge, qui à un moment donné ont étudié ensemble et qui par la suite sont devenus banquiers ou ministres. Je suis une personne qui réfléchit sobrement et je me rends compte que nous sommes en train de passer d'un ordre social à un autre ! Mais dans tout État démocratique, si je portais publiquement de telles accusations contre les gens les plus éminents du pays, ces derniers soit démissionneraient, soit porteraient plainte pour calomnies. Pourtant ils n'en font rien. »

Dans la nuit du 19 juin 1996, à un point culminant de la campagne présidentielle, des agents du service de sécurité de la présidence ont arrêté deux personnes (l'une était le chef d'une firme de publicité impliqué dans l'assassinat mentionné par *Forbes* et tous les deux travaillent pour la campagne d'Eltsine). Au moment de leur arrestation ils étaient en train de prélever dans un bureau gouvernemental une caisse avec 500 000 dollars en espèce. Le scandale a été enterré pendant plusieurs mois et le résultat de l'enquête n'a pas encore été rendu public.

Mais aussi bien le service de sécurité de la présidence que son département de lutte contre la corruption ont été liquidés presque immédiatement après l'incident de juin. Il est courant que des fonctionnaires soient limogés ou un département tout entier dissous parce qu'ils avaient pris trop au sérieux leurs fonctions de contrôle et d'enquête. Cela s'est passé par exemple dans le cas d'un département chargé de contrôler l'application des conditions et des accords de privatisation. Le président du syndicat de l'entreprise St. Petersburg Arsenal, qui a mené pendant trois ans une bataille perdue contre la corruption à une large échelle lors de la privatisation de l'entreprise, a synthétisé comme suit son expérience : « J'ai travaillé avec l'administration des affaires intérieures pour mener l'enquête. J'ai ramassé une quantité énorme de matériel qui prouvait une activité criminelle. Mais comment procéder en partant de cela : voilà le point d'interrogation. Notre organisme de supervision suprême, le bureau du procureur général, voulait avancer dans l'enquête mais il ne savait pas quoi faire. »

La politique de la nouvelle bourgeoisie reflète sa conscience de sa propre faiblesse et sa dépendance par rapport à l'État. Cette classe en formation ne dispose encore ni d'une base économique autonome, ni de confiance en soi-même et de légitimité — la population considère sa richesse dans une large mesure comme illégitime — et par conséquent cette nouvelle classe n'est pas capable de former un personnel politique alternatif ce qui normalement devrait se produire dans une démocratie. Elle a fermement soutenu Eltsine dans tous ses tournants. Elle était derrière le coup d'État d'octobre 1993 pour limiter le rôle symbolique du parlement. Deux ans après la victoire des communistes et de leurs alliés aux élections pour la Douma en décembre 1995, elle a poussé des membres bien connus de la nouvelle bourgeoisie à demander l'annulation des élections présidentielles. A. Smolenskii, chef de la nouvelle Scolitchny bank, a déclaré à un journaliste qu'il avait une peur bleue de l'issue des élections. L. Skoptsov, décrit par le *Financial Times* comme un des plus importants investisseurs russes, a affirmé avoir une attitude absolument négative à propos des élections : « si je pense que des élections libres peuvent amener au pouvoir des gens qui détruiront

entièrement le pays, qu'est ce que je dois faire ? Que mon pays soit détruit pourvu que la démocratie occidentale s'impose ? Non je dis que la démocratie occidentale : crève. Je préfère mon pays. » Selon lui la Russie ne sera prête pour la démocratie que dans au moins une décennie.

En effet, la campagne du camp d'Eltsine a été caractérisée par une violation massive de la loi électorale. Entre autres, selon Streletskii se référant à une enquête officielle, 500 millions de dollars ont disparu dans des poches privées lors de la campagne. Ce soutien inconditionnel et par tous les moyens à Eltsine est d'autant plus révélateur de la faiblesse de la bourgeoisie que l'opposition formée par le PC de Ziouganov ou l'ancien général Lebed ne représente sous aucune forme un courant anticapitaliste. En fin de compte il existe aujourd'hui en Russie une bourgeoisie qui est une classe en formation parasitaire, dépendante, peu sûre d'elle-même. Elle rappelle d'une façon frappante la classe capitaliste d'avant la révolution, qui à part un court flirt n'a jamais été intéressée à la démocratie et est restée liée au tsarisme jusqu'à la fin. Au moins dans un futur prévisible cette classe ne créera pas les conditions pour l'émergence d'une société civile viable.

LE MOUVEMENT OUVRIER

Les syndicats sont de loin l'organisation de masse la plus importante en Russie. Malgré un déclin constant, presque deux tiers de la force de travail salariée demeure organisée dans leurs rangs. Toutefois, cela ne peut pas cacher la faiblesse du mouvement ouvrier, dont la réaction à l'offensive massive contre le niveau de vie et les droits économiques et politiques a été tout à fait insuffisante.

Après les élections présidentielles de l'été 1996, le niveau de protestation collective a augmenté considérablement, mais la revendication principale, dirigée surtout contre l'État, est demeurée tout à fait modeste : on veut percevoir les salaires arriérés qui remontent parfois même à six mois. Le salaire ouvrier moyen par ailleurs, est tombé de plus de la moitié depuis le lancement de la « thérapie de choc ». Il y a eu cependant une tendance à adopter une tactique plus militante — notamment en ayant recours à la désobéissance civile, à des grèves de la faim et à des suicides de protestation — mais les moyens révèlent un persistant sentiment de faiblesse.

Les choses ne se sont pas toujours passées de la même façon. Un activisme ouvrier croissant et la peur gouvernementale de provoquer des mobilisations plus importantes ont joué un rôle significatif à l'époque de Gorbatchev. Cela l'avait empêché d'adopter l'option d'une restauration du capitalisme par la « thérapie de choc » même après sa perte de tout espoir dans la soi-disant réforme socialiste du marché. Par ailleurs, la vague de mobilisation ouvrière vers la fin du régime de Gorbatchev n'a jamais esquissé un programme ou une perspective sociale indépendante, sauf très partiellement dans le cas du mouvement pour l'autogestion qui a surgi et a décliné rapidement en 1990-1991. Finalement cette montée du mouvement ouvrier, loin d'embrasser tous les secteurs de la classe, fut exploitée par les forces libérales comme tremplin pour le pouvoir. Rétrospectivement, elle semble avoir marqué la fin d'une époque plutôt que la renaissance d'un mouvement ouvrier. Cette mobilisation s'était produite au moment où les vieilles structures économiques centralisées étaient encore dans une large mesure intactes, bien qu'affaiblies, et où le gouvernement central



prétendait toujours être responsable des entreprises de l'État. Ce fait — de même que la sécurité économique fondamentale dont jouissaient encore les ouvriers soviétiques — a facilité largement l'essor de leur action collective. Certes, ces conditions avaient déjà commencé à s'estomper sous Gorbatchev. Avant la « thérapie de choc » de 1992, il s'agissait encore d'un processus relativement graduel. L'un des buts de la « thérapie de choc » était d'opérer rapidement pour prévenir la résistance des ouvriers à la restauration au fur et à mesure qu'ils en auraient compris les conséquences.

RENDRE LES RÉFORMES IRRÉVERSIBLES

Dans les cercles officiels russes et internationaux, le souci tout à fait antidémocratiques de « rendre les réformes irréversibles était le point central. » L'idée était d'exploiter le contexte créé par l'apparition d'Eltsine comme « l'assassin démocratique » du dragon bureaucratique pour détruire à la vitesse de la lumière les conditions même qui avaient facilité la résistance ouvrière. Le résultat fut atteint : malgré la détérioration dramatique de la situation économique des ouvriers, l'argent perdu pour jours de grèves a baissé de 2,3 millions de dollars en 1991 à 1,9 en 1992 (la première année de l'économie de choc) et à seulement 0,4 en 1993.



Mais le régime d'Eltsine n'estimait pas que « la thérapie de choc » aurait suffi par elle-même à prévenir une résistance à sa politique. Tout au long de 1992 et pendant les premiers 9 mois de 1993, le gouvernement et la presse ont évoqué constamment la menace d'une « explosion » sociale. L'obstacle le plus immédiat a été l'opposition croissante du Soviet suprême qui avait le pouvoir constitutionnel et de plus en plus la volonté de bloquer la « thérapie de choc », tout en acceptant le principe de la transition à une économie de marché. Même si

existait, effectivement, la possibilité d'un lien direct entre majorité parlementaire et mécontentement social croissant, dans le conflit entre Eltsine et le pouvoir législatif, les travailleurs sont restés, dans une large mesure, à la marge, (les données sur les grèves ont commencé de nouveau à monter depuis le point le plus bas atteint en 1993).

Dans l'affrontement entre Eltsine et le Soviet suprême, la direction de la fédération syndicale avait pris position en faveur du parlement et de la constitution. La violence déclenchée par Eltsine, tout à fait superflue du point de vue militaire, avait eu comme but d'intimider l'ensemble de la population et de décourager de futures protestations. Au moment où il écrasait le parlement, Eltsine menaçait de dissoudre la principale fédération syndicale. Quelques semaines plus tard un congrès spécial du syndicat remplaçait le président de la fédération. Le nouveau dirigeant expliquait publiquement qu'un affrontement ouvert avec le gouvernement aurait condamné la fédération à la marginalisation politique. A l'occasion de deux élections au parlement mutilé (décembre 1993 et décembre 1995) le vote a été dans une très large mesure contre la « thérapie de choc » mais sans effets réels sur l'orientation économique.

Cette « thérapie » appliquée impitoyablement, avec le soutien des médias contrôlés par le gouvernement, a continué à aggraver les conditions socio-économiques des travailleurs et par conséquent à affaiblir leur capacité de résistance. En l'espace de deux ans, la peur du chômage, inconnue en Russie pendant un demi-siècle, se généralisait. Le sentiment croissant d'insécurité économique renforçait considérable-

ment le pouvoir des managers — qui avait atteint son plus bas niveau à la fin de la Perestroïka. D'autres facteurs s'y ajoutent. Le premier est l'érosion rapide du « salaire social » devenu de moins en moins en mesure d'amortir les effets du chômage. Cela était d'autant plus grave qu'il était difficile d'obtenir des indemnités de chômage dont le niveau était par ailleurs en dessous du minimum vital et que le niveau des retraites tombait très sensiblement depuis 1991. Finalement, le coût de la santé, du transport, de l'éducation et du loyer avait commencé à monter bien qu'à un rythme inférieur à celui du salaire réel individuel. Le deuxième facteur est l'absence de toute loi dans la société russe, notamment en matière de droits légaux des travailleurs.

Sous l'impact de la « thérapie de choc », le profil sociologique de la classe ouvrière a changé rapidement : la capacité de résistance en a été ultérieurement affectée. Les premiers à abandonner les grandes entreprises qui commençaient à couler et n'étaient plus en état de payer des salaires suffisants pour vivre, ont été les jeunes ouvriers, les plus actifs dans le mouvement à la fin de l'ère gorbatchevienne. Ayant, eux aussi, des responsabilités familiales, ils considéraient que le secteur privé leur offrait plus de chances. Plus généralement, la « thérapie de choc » ouvrait un processus rapide de désindustrialisation qui devait frapper très durement l'emploi dans les grandes entreprises jadis étatiques.

La classe ouvrière a été ainsi graduellement déclassée tout au long d'un processus rappelant celui de la guerre civile qui avait détruit la base sociale d'un développement démocratique dans la Russie post-révolutionnaire. Y compris en ce qui concerne les ouvriers formellement engagés dans ces entreprises, leur lien économique avec les usines s'est sensiblement affaibli dans la mesure où ils ne reçoivent pas un salaire suffisant pour vivre, n'ont pas de travail et où leurs salaires ne leur sont pas versés pendant des semaines ou des mois. Dans des grandes villes comme Moscou, Petersbourg ou Ekaterinbourg, des ouvriers peuvent souvent trouver du travail supplémentaire normalement non déclaré, dans le secteur privé. Mais dans les villes les plus petites, la seule source additionnelle de revenu est souvent leur petit lopin de terre. Au cours des dernières années, la Russie a vu réapparaître un phénomène très répandu à la fin du siècle dernier, celui du paysan-ouvrier. C'est pourquoi entre mai et septembre, le niveau de protestation est normalement très bas : les ouvriers s'occupent en fait de leurs lopins qui leur ont été largement distribués au cours de la dernière décennie.

L'autre facteur de décomposition est constitué par l'augmentation de la consommation d'alcool. Selon certaines études le nombre de personnes en âge de travailler qui sont mortes à la suite d'une consommation excessive d'alcool a été multiplié par 3 entre 1990 et 1995. Parmi les prix des biens de consommation, c'est celui de la vodka qui a augmenté le moins. Pour la première fois dans l'histoire de la Russie moderne, le régime d'Eltsine a aboli le monopole étatique de l'alcool (on parle maintenant de le rétablir), et, malgré les graves problèmes de collecte d'impôt, il s'est bien gardé pour l'instant de taxer la vodka dans une proportion un tant soit peu importante. Une conclusion s'impose : à l'instar des lopins particuliers, l'alcool fait partie de la politique du gouvernement visant à détourner le mécontentement populaire. Il est curieux que les managers, en dépit de leur pouvoir accru, fassent preuve d'une très grande tolérance par rapport à l'ivresse au travail, naguère durement frappée sous le régime soviétique. A tous ces facteurs, dont l'origine remonte à l'époque d'Eltsine, il faut ajouter le lourd héritage du passé. L'idéologie officielle « communiste » avait appris aux ouvriers qu'ils constituaient une classe aux intérêts communs. Et qu'ils étaient la classe dirigeante de la société sovié-

tique. Mais l'impact réel de cette doctrine dans la conscience ouvrière était superficiel et contradictoire. Les relations sociales dominantes étaient en fait corporatistes, autoritaires et paternalistes : elles visaient à lier les ouvriers non pas entre eux mais à leur directeur et à l'administration de leur secteur économique. Pendant au moins 60 ans, les ouvriers n'avaient eu aucune possibilité de faire une expérience d'auto-organisation ou de participer à un important mouvement de protestation, qui leur aurait permis d'acquérir une conscience de solidarité de classe et le sentiment de disposer d'un potentiel politique indépendant.

Un autre facteur, qui est plus complexe à analyser est relatif à la faiblesse de la direction ouvrière : il manquait une direction plus audacieuse, plus indépendante et susceptible de stimuler la capacité du mouvement ouvrier à résister à l'offensive de l'État. Cela était le cas, au moins dans une certaine mesure, en Biélorussie, où la désintégration de l'Union soviétique a été accompagnée par l'élection d'une direction plus dynamique et indépendante des syndicats industriels. Ces derniers ont par ailleurs joué un rôle important, même si sans beaucoup de succès, dans l'opposition aux visées dictatoriales du président Lukashenko. Certes, la direction n'est pas un facteur indépendant. Elle reflète incontestablement également l'état des militants de base, notamment en l'absence d'obstacles institutionnels et politiques insurmontables au renouveau des dirigeants. Néanmoins, cela demanderait une forte mobilisation spontanée d'en-bas du type de celle qui s'est produite à une petite échelle lors de la vague d'activité à la fin de l'époque gorbatchevienne. Quoiqu'il en soit, la montée des protestations collectives et de l'activité militante sur les problèmes des salaires arriérés indique assurément qu'une direction résolue, indépendante aussi bien des managers que de l'État, serait capable de fixer des buts significatifs et crédibles pour remobiliser beaucoup plus d'ouvriers qu'aujourd'hui.

LE FUTUR

Même si le procès « d'accumulation primitive » a fait des grands pas en avant sous la « thérapie de choc », rien n'indique qu'à court terme la nouvelle bourgeoisie pourra ou voudra se libérer de son rapport de forte dépendance et de semi-fusion avec l'État. Les tendances à l'œuvre actuellement excluent qu'elle puisse acquérir dans ce but une base économique, sociale et idéologique suffisamment sûre et autonome. On peut prédire avec certitude que la nouvelle « classe dominante » ne représentera ni un élément majeur dans une société civile viable ni une force de changement démocratique. Il y a plus de raisons d'espérer que ce soit la classe ouvrière qui jouera ce rôle. Malgré les pressions de la crise économique qui persiste, on peut saisir une tendance à une activité collective des ouvriers susceptible d'amener à une revitalisation du mouvement ouvrier.

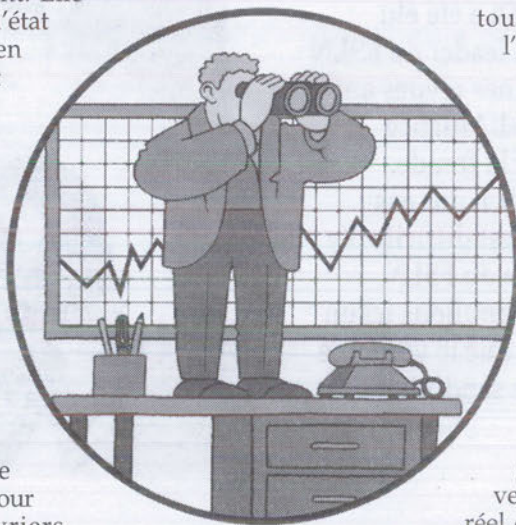
Comme nous l'avons déjà souligné, bien que les revendications de base soient aujourd'hui modestes et qu'une victoire soit douteuse, il y a eu augmentation constante du nombre des jours de travail perdu à cause des grèves depuis le plus bas niveau atteint en 1993. Des données encore incomplètes pour l'année 1996 indiquent que le nombre de jours de grève

par travailleur a dépassé pour la première fois le niveau de 1991, la dernière année avant la « thérapie de choc ». Des pratiques militantes sont également en train de se multiplier : barrage d'autoroutes, de lignes de chemins de fer et de ponts. Dans quelques villes, des grèves ont impliqué aussi des entreprises qui n'étaient pas directement concernées. La dernière action nationale organisée par la Fédération nationale des syndicats indépendants (FNRP, principale organisation syndicale) le 5 novembre 1996 pour le paiement des salaires et des retraites arriérés, contre les coupures de la Sécurité sociale et pour le respect de la loi par le gouvernement, a été la plus importante depuis 1991. 100 000 personnes ont manifesté à Moscou, ce qui ne s'était pas passé depuis des années, et dans des villes plus petites il y a eu 25 à 40 000 manifestants. En outre pour la première fois cette protestation nationale a été marquée également par des grèves.

A l'automne 1996, dans un certain nombre de villes du Kouzbass, une importante région industrielle et charbonnière de la Sibérie orientale, dont le gouverneur, nommé par Eltsine, a bloqué les élections aux administrations locales pendant 4 années, les syndicats ont formé récemment « un comité de salut » représentant toutes les villes. C'était une réponse à l'appauvrissement de la population dans son ensemble et à l'incapacité des autorités de préparer les provisions pour l'hiver. L'appel du 1^{er} octobre du syndicat des ouvriers russes du charbon adressé aux ouvriers des autres secteurs économiques pour une journée commune de grève générale le 5 novembre 1996, reflète également cette tendance. Il s'agit en effet d'un effort pour dépasser l'approche corporatiste du passé. Par ailleurs, l'appel ne faisait aucune référence aux problèmes des salaires arriérés : il exigeait que le pouvoir exécutif du gouvernement soit subordonné au contrôle réel de la société et que des changements dans ce sens soient introduits dans la constitution. Il demandait que soient fixés des critères concrets d'évaluation de l'activité gouvernementale, en se basant sur l'espérance de vie et sur les niveaux de droits sociaux des citoyens.

Cela indique qu'une force vitale est en train de se dessiner dans une société civile fragile. Toutefois, il n'est pas probable que le mouvement ouvrier soit suffisamment fort pour jouer un rôle décisif dans les affrontements qui s'annoncent. En dernière analyse, il lui fait encore défaut une expression politique sous forme d'un parti. L'opposition de « gauche » à Eltsine, car le Parti communiste de la fédération russe est sous plusieurs aspects une autre forme de conservatisme qui ne se distingue du régime d'Eltsine que par la défense des « intérêts de l'État », des producteurs nationaux et d'une politique sociale un peu plus généreuse. Cette opposition ne représente pas une alternative réelle pour les travailleurs.

A la fin du 20^{ème} siècle, la Russie doit faire face au même problème qu'elle avait dû aborder au début du siècle : la classe ouvrière est la seule force sociale sur laquelle on puisse bâtir une société démocratique, mais tout État reposant sur une telle base aura beaucoup de peine à mener à bien la transition vers une économie capitaliste.



Le tournant à droite des sandinistes

En octobre dernier Arnaldo Alemán a été élu Président du Nicaragua, battant le leader du FSLN Daniel Ortega de 13 points. Certaines revues ont publié des articles expliquant que l'Alliance libérale d'Alemán avait gagné par la fraude. Incontestablement, les irrégularités n'ont pas manqué lors de ce scrutin, mais il est difficile d'y voir la cause première de la défaite du FSLN. Comme le débat se poursuit nous publions ici un article de César Ayala qui affirme que le véritable problème est le virage à droite des sandinistes.

Par César Ayala

S'il n'y avait pas eu la révolution sandiniste de 1979 il n'y aurait même pas d'élections aujourd'hui au Nicaragua. Le FSLN est arrivé au pouvoir par la lutte armée et a quitté le gouvernement après sa défaite électorale de 1990. La possibilité d'élections et d'une alternance au pouvoir sont elles-mêmes des conquêtes de la révolution de 1979. Ce simple fait, souvent négligé par les observateurs de droite, doit constituer le point de départ de toute analyse de la situation nicaraguayenne.

La défaite électorale de 1996 est le second revers subi dans les urnes par le parti qui a dirigé la révolution de 1979. En 1990 les sandinistes ont été battus par Violeta Chamorro et son Union nationale d'opposition (UNO). Le résultat de 1990 avait fait l'objet d'un large débat à propos de l'importance relative, dans la défaite du FSLN, des facteurs internationaux tels la *contra* armée par les USA, et des facteurs internes tels l'impopulaire politique des sandinistes.

Après une longue guerre d'usure entamée en 1981, les États-Unis ont réussi à truquer le jeu politique de telle façon qu'ils ont placé les Nicaraguayens devant le choix suivant : soit voter pour l'UNO et obtenir la paix et une aide économique, soit réélire les sandinistes et prendre le risque d'une continuation de l'embargo et de la guerre. L'aide « humanitaire »



américaine maintenait les *contras* en activité, démentant la promesse sandiniste d'une victoire rapide qui amènerait finalement la paix.

LE FSLN FAIT SON AUTOCRITIQUE

En juin 1990 les sandinistes se sont réunis à El Crucero pour identifier les aspects de leur politique qui ont pu contribuer à leur défaite électorale. Les sandinistes en ont dressé une longue liste, dont le déplacement forcé des Indiens Miskitos, les abus commis par des cadres du FSLN dans des organisations de masse, l'incapacité à protéger les secteurs les plus démunis de la société de la dureté de la crise économique, particulièrement après les mesures de 1988 en faveur du secteur agro-exportateur, les procédures incorrectes et les jugements indéfendables dans des procès contre d'anciens *contras* et leurs collaborateurs, et, *last but not least*, la découverte tardive du fait que les paysans voulaient des titres de propriété individuelle !

Toute étude honnête du processus d'érosion du soutien à la cause sandiniste montre que la guerre qu'ils ont dû mener face à la *contra* en a été le principal facteur. De ceux qui ont voté pour le FSLN en 1984 mais pour l'UNO en 1990, 28 % ont cessé de soutenir les sandinistes en 1985, encore 13 % en 1986

et 15 % de plus en 1987. L'érosion du soutien a été la plus forte durant les années de la guerre la plus intense, c'est-à-dire *avant* les mesures d'austérité de 1988. Mais beaucoup des pertes de voix (en particulier après 1988) ont été provoquées par des facteurs économiques : les effets de la guerre, l'hostilité étrangère, l'épuisement, et le désir de voir la lumière au bout du tunnel. Une large part de l'effet électoral négatif attribué aux mesures sandinistes « impopulaires », en particulier la conscription, était le résultat direct de la guerre de la *contra*.

Les élections de 1990 ont eu lieu au milieu d'un paysage international très défavorable au FSLN. L'effondrement de l'URSS et des régimes de l'Est, l'invasion de Panama en 1989, et la déclaration de G. Bush selon laquelle la victoire de l'UNO amènerait la fin de l'embargo, n'ont pas aidé les sandinistes...

Néanmoins, même dans ce contexte d'agression extérieure et d'intrusion violente dans les affaires internes du pays, un certain nombre de problèmes résultent purement d'erreurs des sandinistes.

LE DÉCLIN DU VOTE RURAL

Le déclin du soutien au FSLN à la campagne n'a pas été le même selon les classes sociales. Le Nicaragua pré-sandiniste n'avait pas de mouvement paysan de grande ampleur. Il n'avait pas non plus de communautés indigènes capables de revendiquer un retour à un passé communautaire pré-hispanique. Il avait cependant une importante paysannerie petite et moyenne.

Le FSLN a distribué les propriétés des somozistes et les terres inexploitées des latifundiaires, et a donné des titres aux paysans. Mais l'investissement sous les sandinistes est allé principalement au secteur étatique, aux grandes fermes modernes, et en troisième lieu aux coopératives.

Le déclin du soutien rural au FSLN de 65 % en 1984 à 36 % en 1990, a en partie été provoqué par ce biais : l'absorption des ressources par le secteur étatique, avec une faible efficacité. En 1990 le FSLN a recueilli les voix des ouvriers des grandes entreprises étatiques, mais pas celles des paysans moyens. Les travailleurs des entreprises publiques ont été mobilisés pour la guerre sur la base du volontariat, et l'Association des travailleurs ruraux a amorti le choc causé par l'enrôlement, en fournissant une aide financière aux familles des soldats. Mais pour beaucoup de familles de petits paysans pauvres, la conscription a signifié une perte économique importante pour les ménages, qui n'a pas été compensée. En conséquence beaucoup de paysans pauvres ont voté contre le FSLN, tandis que le prolétariat rural lui est resté loyal en 1990.

La guerre de la *contra* a réduit à l'extrême la marge d'erreur admissible pour les sandinistes, rendant toute erreur très coûteuse. Dans ce contexte les décisions prises d'en haut et la mauvaise transmission des informations émanant de la base, ont empêché les sandinistes de se rendre compte de l'ampleur des difficultés économiques et des souffrances provoquées par la conscription : les électeurs le leur ont fait savoir lors des élections.

LA PIÑATA

En réaction à la défaite inattendue de 1990, le FSLN s'est embarqué dans une politique de transfert des biens d'État aux organisations de masse et aux organisations sandinistes locales. A cause de l'absence de distinction entre propriété

publique et propriété du parti, le FSLN risquait de perdre la plupart des moyens de son fonctionnement, tels les imprimeries, les locaux, les véhicules. Le transfert hâtif a remis la gestion de ces actifs aux organisations locales et à leurs dirigeants, et a provoqué l'enrichissement d'un secteur du FSLN aux dépens de l'État et du parti. C'est ce qu'on a appelé la *piñata*. L'isolement international et la défaite sandiniste ont poussé un secteur du FSLN vers une ligne « réaliste » de compromis avec les forces récemment élues de l'UNO. Quand Chamorro a assumé la Présidence en avril 1990, et a promis de changer le gouvernement dans les cent premiers jours, les sandinistes ont appelé la population à « gouverner d'en bas » et ont pratiquement paralysé le pays. Des barricades ont surgi dans tout Managua. A ce moment les sandinistes ont conclu un accord avec le gouvernement Chamorro : en échange de l'abandon des projets d'extrême droite et de l'acceptation de la réforme agraire, les sandinistes ont démobilisé les travailleurs et laissé les élites économiques reprendre le contrôle du Nicaragua. Pendant les trois années qui ont suivi les sandinistes ont virtuellement co-gouverné avec l'UNO de V. Chamorro, grâce à une alliance à l'Assemblée nationale. En janvier 1993 le groupe parlementaire de l'UNO a formé une majorité avec les députés sandinistes, aboutissement du rapprochement entre le secteur enrichi du sandinisme et l'aile « anti-oligarchique » de la bourgeoisie. La « nouvelle bourgeoisie » sandiniste, enrichie par la *piñata*, et leurs partenaires de l'UNO ont partagé une opposition commune aux forces oligarchiques de l'Ordre ancien, mais ont été perçus par de plus en plus de gens comme les responsables des difficultés présentes. En avril 1994 le FMI et la Banque mondiale ont signé un accord avec le Nicaragua qui imposait les contraintes classiques de l'ajustement structurel. Les sandinistes avaient autrefois dénoncé la dette extérieure.

Les acquisitions de propriétés et de richesses par certains sandinistes durant la *piñata* a provoqué, selon les termes du candidat à la Présidence Sergio Ramirez, « un désastre moral irréparable ». Certains, selon le sociologue Oscar René Vargas, se sont appropriés des maisons, comme moyen de survie dans le futur, puis ont raflé une deuxième maison au bord de la mer, puis une troisième, puis quelques centaines d'hectares de terre et 800 têtes de bétail... Une « nouvelle classe » a ainsi émergé, que son niveau de vie situe parmi les 5 % les plus riches, et pour qui la logique du profit est de plus en plus décisive dans le maintien de leur statut social. Cette nouvelle bourgeoisie recherche l'intégration dans la bourgeoisie traditionnelle, et y parvient de mieux en mieux par des alliances. Le rapprochement du secteur néo-bourgeois des sandinistes avec le gouvernement Chamorro avait l'immense avantage de rendre le pays « gouvernable » grâce à un « pacte des élites ».

Les propriétés saisies lors de la *piñata* comprennent nombre de biens que le FSLN et beaucoup d'organisations populaires utilisent légitimement. Outre ces biens collectivisés, les maisons et bâtiments appropriés individuellement par des dirigeants sandinistes ont fait l'objet de beaucoup de contro-



verses. En 1991, l'Assemblée nationale a adopté une loi garantissant les droits des petits propriétaires, et exigeant que les propriétaires de grandes demeures, de multiples maisons ou de grands domaines agricoles, les restituent ou les achètent pour un prix décent. En janvier 1997, après la deuxième défaite électorale du FSLN, Daniel Ortega a restitué la maison qu'il occupait depuis la révolution. Plus que les biens détenus par les organisations de masse ou le FSLN, ce sont les appropriations faites par les leaders sandinistes qui suscitèrent le mécontentement et furent exploitées par la droite comme des symboles de l'hypocrisie sandiniste.

À l'époque de toutes ces discussions le gouvernement Chamorro a rompu avec son aile droite et conclu un accord avec le FSLN dans le but de « reconstruire le centre ». Le programme de privatisations de Chamorro, perçu par de larges secteurs de la population comme l'œuvre conjointe de l'UNO et des sandinistes, provoquait un désastre social, en même temps que la dérégulation et la libéralisation économique. Le « pacte des élites » fait partie d'une longue tradition latino-américaine. Un nouveau pacte émergera certainement après la victoire d'Alemán, pour éviter la dérive du pays vers un « somozisme sans Somoza », mais traduisant néanmoins une dérive continue vers la droite.



PRIVATISATION

Sous Chamorro un processus accéléré de privatisation a été engagé. En 1987 l'État détenait plus de 13 % des terres cultivées, 50 % de la production industrielle et beaucoup d'entreprises de services, y compris des restaurants, des hôtels, des supermarchés, ainsi que la compagnie nationale d'aviation. Le Premier ministre Lacayo a entrepris le bradage du patrimoine public. « Le gouvernement semble n'avoir obtenu pas grand chose ou rien de ces

ventes, bien que les entreprises vendues (souvent endommagées lors de la guerre) représentent 30 % du PIB ». Ce processus a créé le soupçon d'une seconde *piñata*, « cette fois-ci à travers une grossière sous-évaluation des prix de vente et/ou la dévolution de biens pour lesquels les anciens propriétaires avaient déjà été indemnisés par les sandinistes ». De façon prévisible, le gouvernement Lacayo a « fait peu d'efforts pour inverser la *piñata* sandiniste, et encore moins pour examiner les accusations de corruption en son sein » (1). Ont été privatisés 351 entreprises et 280 000 hectares de terre. Les nouvelles banques privées ont accordé des crédits aux entreprises commerciales et aux gros producteurs, mais pas aux petits et moyens producteurs ruraux. Les banques publiques ont fait de même, sous la surveillance des institutions financières internationales.

Les travailleurs ont résisté à beaucoup de ces mesures. Les sandinistes ont été entraînés dans deux directions : d'un côté ils soutenaient les luttes et l'organisation indépendante des travailleurs et des petits producteurs, mais de l'autre ils soutenaient le gouvernement Chamorro-Lacayo, de crainte que des secteurs plus revanchards de l'UNO soutenus par

Washington ne prédominent sur les courants modérés.

En 1989 le Nicaragua a dépensé 35 dollars par tête pour la santé ; en 1996 ce chiffre est tombé à 14 dollars. La mortalité infantile a augmenté de 58 pour mille en 1990 à 72 en 1995. Cette année 70 % des actifs travaillaient dans le secteur informel. 71 % des revenus d'exportation ont servi à payer la charge de la dette. Le Nicaragua est l'un des plus pauvres pays d'Amérique latine. Son PIB par tête est de 597 dollars, la moitié de celui du Salvador (1192 dollars) ou un tiers de celui du Pérou (1 885) et un cinquième de celui du Mexique (3 041).

Même si sous le gouvernement sandiniste 78 000 familles ont reçu une terre entre 1979 et 1989, le manque de crédit les a poussées à l'agriculture de survie et a empêché leur diversification. Le FSLN a négligé de leur fournir des titres légaux clairement établis, et les registres officiels continuent souvent à mentionner le nom des anciens propriétaires. L'ajustement structurel mené sous Chamorro a provoqué une restriction du crédit agricole ; les principaux bénéficiaires de la réforme agraire ont dû diviser leur terre et la vendre. Le manque de crédit et l'insécurité juridique ont mené à des ventes en catastrophe, qui pourraient provoquer une re-concentration de la propriété rurale (2).

L'agriculture retourne à la monoculture, avec ses conséquences traditionnelles. Le café représente plus de 50 % des exportations du pays. Le quintal de café qui se vendait 143 dollars dans les années 80 a chuté à 54 dollars en 1993. La Banque mondiale recommandait que le Nicaragua favorise l'expansion des exportations. Pour le café cela signifie renforcer l'oligarchie caféière traditionnelle. Mais ces efforts sont annulés par la baisse des cours mondiaux. La victoire d'Alemán va probablement restaurer le rôle oligarchique traditionnel des exportateurs de café. Le capital étranger est peu désireux d'investir dans une économie manquant d'infrastructure et marquée par un « risque social ». Les *contras* et les sandinistes désarmés ont tellement de mal à retrouver des emplois qu'ils ont fait des manifestations communes pour demander des aides pour la période de transition vers l'économie de paix, ce que le gouvernement Chamorro leur avait promis mais n'a pas respecté.

L'ÉCLATEMENT DU FSLN

En 1994, le FSLN a éclaté. Une tendance dirigée par Sergio Ramirez (le suppléant d'Ortega à l'élection présidentielle de 1990) a quitté le parti, accusant la direction Ortega de « méthodes stalinienne » et appelant à une renaissance du sandinisme. Ramirez et d'autres dirigeants historiques du FSLN (notamment la légendaire Dora Maria Tellez), ont fondé le Mouvement de rénovation sandiniste (MRS). Le MRS se plaignait d'un manque de démocratie interne au sein du FSLN et d'un mode de gouvernement par pacte au sein des élites, en particulier la collusion entre Ortega et Antonio Lacayo, le Premier ministre de Violeta Chamorro.

La majorité du FSLN, de son côté, accusait le MRS de dériver vers la droite dans l'adaptation aux politiques néo-libérales de Chamorro, et de n'avoir pas soutenu la grève des travailleurs des transports en 1993. La scission s'est dessinée au congrès du FSLN en mai 1994 qui a confirmé la direction

1) D. Dye, J. Butler, D. Abu Lughod, J. Spence, G. Vickers, « Contesting everything, winning nothing : the search for consensus in Nicaragua, 1990-1995 », Washington Office on Latin America and Hemispheric Initiative, novembre 1995

2) J. Jonakin, « The impact of structural adjustment and property-rights conflicts on nicaraguan agrarian-reform beneficiaries », World Development, Juillet 1996.

d'Ortega et donné la majorité à son courant Gauche démocratique tout en plaçant Sergio Ramirez dans la minorité. Le 25 octobre, le conflit s'est étendu au journal du parti, *Barricada*, dont le directeur favorable à Ramirez a été licencié. La majorité du FSLN affirmait qu'il s'agissait de restaurer l'autorité du parti, tandis que la minorité parlait d'« autoritarisme » de la « gauche orthodoxe ». Ernesto Cardenal démissionna alors du parti, affirmant qu'Ortega avait confisqué le parti à ses fins propres.

LES PRESSIONS D'UN MODE UNIPOLAIRE

Sous Chamorro l'armée sandiniste a réduit ses effectifs de 96 000 en 1990 à 15 000 en 1993. Dans une interview de 1991 intitulée « l'armée ne sera pas le bras du sandinisme », le général Humberto Ortega affirmait que si son frère avait été élu, la paix et l'aide financière n'auraient pas été possibles, et assurait soutenir à 100 % les projets de Chamorro.

En juillet 1993, l'armée sandiniste s'affronta aux combattants sandinistes dissidents qui s'étaient soulevés à Esteli, afin de montrer aux critiques américains ou de l'UNO que les militaires étaient indépendants du FSLN et soutenaient le gouvernement Chamorro. La direction nationale du FSLN critiqua sévèrement Humberto Ortega. La pression du sénateur Helms et des USA poussa Chamorro à négocier le départ du général Ortega et son remplacement par Joaquin Cuadra en février 1995. L'Armée populaire sandiniste a été rebaptisée Armée nationale nicaraguayenne.

1994 a été une année de revirements ironiques : pendant que la majorité du FSLN (gauche démocratique) accusait le MRS d'être un regroupement social-démocrate classique, Daniel Ortega choisissait Juan Manuel Caldera comme colistier aux élections de 1996. Caldera n'est pas membre du FSLN, mais au contraire du Conseil supérieur de l'entreprise privée, le COSEP, farouche adversaire des sandinistes depuis 1979. Ce choix a été interprété par la plupart des Nicaraguayens comme un virage à droite, un signe de la conciliation avec les intérêts bourgeois, une volonté des sandinistes de se positionner dans le courant dominant au sein d'un monde de plus en plus néo-libéral, unipolaire, dominé par l'impérialisme. En d'autres termes Ortega et le FSLN faisaient ce qu'ils avaient accusé le MRS de proposer durant le congrès de 1994.

Dans ce contexte le résultat de l'élection de 1996 n'est guère étonnant. La sévère crise sociale qui frappe le Nicaragua a été attribuée par de larges secteurs de la population au gouvernement Chamorro, dont la majorité parlementaire comptait 39 députés sandinistes et 15 « modérés » de l'UNO. L'enrichissement et la corruption d'une partie du FSLN étaient aussi très contestés. Un scepticisme généralisé régnait à propos de la possibilité de résister au programme néo-libéral et aux orientations de la Banque mondiale. En outre régnait la peur d'un retour de la guerre. Les partisans d'Alemán répétaient partout qu'une victoire sandiniste ramènerait le chaos économique et la guerre. En même temps Daniel Ortega s'était choisi un suppléant ouvertement libéral. Face à ce choix les électeurs ont logiquement voté pour le ticket capitaliste Alemán-Bolanos, qui apparaissait comme plus apte à obtenir des financements internationaux et une aide étrangère. Une expression populaire disait « Alemán vole aussi, mais au moins il est efficace ». Le candidat sandiniste Victor Hugo Tinoco a dit que le programme sandiniste ne présentait que des « nuances » par rapport à la stratégie néo-libérale de l'Alliance, de reprise économique grâce à l'investissement étranger. Dans une compétition électorale où le message des libéraux était « restaurer la production » alors que les sandinistes proclamaient « la recherche

d'un consensus productif », les libéraux apparaissaient moins liés à la politique de Chamorro et des sandinistes, et plus crédibles pour obtenir des financements et restaurer la production.

QUI EST ALEMAN ?

Alemán a reçu le soutien financier de Jorge Mas Canosa, leader des anticastristes de Miami. Son père était un dignitaire du régime Somoza. En 1980 Alemán a passé 9 mois en prison pour activité contre-révolutionnaire. Dans les années 80 il a été le responsable de l'Association des producteurs de café à Managua, puis de l'Association nationale. En 1990 il était candidat à la mairie de Managua pour le Parti libéral constitutionnel, une scission du Parti national libéral de Somoza.

Comme maire de Managua, Alemán a créé une machine clientéliste classique, utilisant les travaux publics pour distribuer des faveurs et des emplois. La Fondation cubano-américaine soutient Alemán à travers la Fondation nicaraguayenne pour le développement et la démocratie, un canal de financement venant de Miami. Les affaires de cette fondation à Miami sont dirigées par Byron Jimenez, qui est suspecté d'avoir participé à l'escadron de la mort somoziste, *Mano Blanca*.

Les partisans d'Alemán ont appelé à la restitution des propriétés acquises par les sandinistes au cours de la *piñata* à leurs propriétaires pré-révolutionnaires. Les principaux obstacles à la restauration de ces droits oligarchiques sont l'armée nicaraguayenne et la Banque mondiale, qui préfèrent la stabilité à l'ouverture de conflits sur la propriété. Avant les élections Ortega a appelé Alemán à s'engager dans un « pacte de gouvernabilité », comprenant des garanties contre le revanchisme.



LA DOUBLE DYNAMIQUE DU FSLN

Le combat continue sur la réforme agraire, en particulier à propos des titres de propriété irresponsablement négligés par les sandinistes durant leur administration. Des invasions massives de terres ont eu lieu en 1990 et se sont poursuivies depuis, bien qu'à un rythme moindre. Les luttes continueront et les sandinistes ne sont pas près de disparaître de la scène politique.

Mais il n'y a pas de solution facile aux dilemmes qu'affronte le FSLN aujourd'hui. Au lieu des arguments simplistes sur une supposée fraude électorale, une évaluation réaliste des causes complexes qui ont provoqué la défaite sandiniste pourrait faciliter l'analyse de la situation actuelle du pays, et le cours futur du FSLN pour la libération nationale. Sous le gouvernement Chamorro le FSLN a été tiraillé entre les luttes ouvrières et une coexistence « réaliste » avec l'impérialisme et la droite nicaraguayenne. Sous le gouvernement Alemán il continuera à subir les mêmes tensions, mais dans une situation politique qui a nettement glissé vers la droite.



Les incertitudes de l'après Deng



La mort de Deng Xiaoping n'a pas été, bien entendu, une surprise. Le petit timonier n'a plus été vu en public depuis trois ans, et n'avait d'ailleurs plus d'activité réelle. Ce qui n'a rien de surprenant pour un nonagénaire qui a eu une vie bien remplie d'autant de triomphes que de revers de fortune. Et pourtant le passage de pouvoir reste incertain, même si le successeur désigné, Jiang Zemin, se prépare depuis près de 8 ans à exercer la fonction suprême. Nous en saurons plus à cet égard dans le cadre de la préparation du 15ème congrès du PCC qui doit se tenir à la fin de l'année. On en est toujours aux grandes et discrètes manœuvres dans la haute direction.

Par Roland Lew

Il n'y aucun doute que les près de deux décennies de l'ère Deng ont bouleversé de fond en comble la Chine. La période Mao (1949-1976) s'était caractérisée d'abord par la mise en place, durant le premier plan quinquennal, 1953-1957, d'une forme assez peu originale de « socialisme réel », calquée assez étroitement sur l'Union soviétique. Ensuite, face aux difficultés évidentes d'application de ce modèle, Mao s'était efforcé de trouver une voie chinoise qui remettait en question bien des options (mais pas toutes et pas forcément les plus importantes) de l'importation soviétique. Il s'agit de la décennie qui va du Grand bond en avant (1958-1960) à la Révolution culturelle (1966 à 1969). Pour l'essentiel, ce fut un échec, qui laisse, pour diverses raisons, le pays traumatisé. Les fondations soviétiques, qui paraissaient mal adaptées au pays, résistent aux tentatives de changement. La décentralisation maoïste n'est pas mise en place de façon systématique et entre en contradiction avec la logique centralisatrice de l'économie pour une bonne part maintenue. A la mort de Mao, en 1976, une autre orientation est cherchée, de façon empirique, à l'essai, par tâtonnements. Le pragmatique Deng Xiaoping, l'ancien fidèle de Mao (des années 1930 aux années 1950), devenu à la suite du Grand bond en avant un adversaire de fait du Grand Timonier, devait être l'homme de la situation nouvelle. L'homme qui ouvrait la Chine sur le monde, et sur l'économie mondiale dominante, le capitalisme. En fait cette ouverture au monde, cette démaoïsation délibérée, mais inavouée,

deviendra progressivement une remise en cause du « socialisme réel », et un cheminement de plus en plus déterminé, mais jamais affiché comme tel, vers le capitalisme.

On peut dresser un double tableau de la situation du pays après le décès de Deng, le fondateur, dont l'un est pratiquement le négatif de l'autre, mais qui s'appuient tous les deux sur des faits réels. Ils expriment dans leur contraste le bilan incertain de l'ère Deng, ou pour le moins le caractère inachevé des évolutions en cours.

« A SUCCESS STORY »

On peut d'abord dessiner, comme le font beaucoup, les traits d'une « success story », une réussite que personne n'imaginait au lendemain de la mort de Mao. Les 18 années couvertes par l'ère Deng, correspondant à la réforme qu'il lance en décembre 1978, ont été marquées par une formidable percée économique de la Chine. A l'échelle mondiale, c'est la réussite la plus frappante, surtout concernant une telle masse humaine. Avec un taux de croissance de 9 à 10 % par an en moyenne (et de l'ordre de 15 % dans le secteur industriel), la RPC aurait quadruplé ainsi son potentiel économique. Le revenu par habitant (calculé selon de nouvelles normes), pourrait tourner autour de 2 000 à 3 000 \$.

Cela reste modeste en regard des grands pays développés (de un à huit ou dix) ou même de Taiwan (de un à quatre ou cinq). Mais on est loin de l'image (d'ailleurs pro-

pagée avec complaisance, il n'y a guère, par les autorités de la RPC) d'un des pays les plus pauvres du monde, avec des revenus de l'ordre de cinquante à soixante fois moindres que ceux atteints par les nations d'Occident.

Toujours si l'on accepte ces estimations (qui sont d'origine occidentale ou de la Banque mondiale, et non de source chinoise), la RPC serait au deuxième ou au troisième rang mondial (après les États-Unis et peut-être le Japon) pour le PNB. Le pays qui vivait largement en autarcie (à la fois volontaire et forcée) à l'époque maoïste, est devenu une grande puissance commerciale, passant de 1 % des exportations mondiales, en 1978, à (au moins) 3 % aujourd'hui (autour de 150 milliards de \$), avec un commerce excédentaire (surtout à l'égard des États-Unis) ; une part qui va fortement augmenter d'un seul coup avec la proche (1er juillet) réintégration de Hong Kong. Le pays s'est hissé au moins au 10ème rang commercial mondial, en moins de deux décennies. Il possède, en outre, les deuxième réserves de change du monde (une centaine de milliards de dollars), juste après le Japon. Et cela toujours sans ajouter les richesses de Hong Kong. Le pays est actuellement le deuxième destinataire (après les États-Unis) des investissements extérieurs : partis d'un niveau zéro à la fin des années 1970, ils atteignent maintenant la somme cumulée de plus de 100 milliards de dollars (toujours sans Hong Kong). Le niveau de vie de la population urbaine, et dans une moindre mesure dans les campagnes, a considérablement cru depuis l'époque, il est vrai très austère, du règne de Mao. Les villes sont

même gagnées par une fièvre consumériste. La vitalité de la société est évidente, son dynamisme économique est visible, tout particulièrement le long de la façade maritime du pays.

Pas étonnant alors que depuis quelques années les journaux du monde entier se sont remplis d'articles sur la montée en puissance de la Chine populaire. L'on y trouve à foison des considérations inquiètes, ou des mises en garde répétées sur le devenir d'un pays perçu comme une future superpuissance (dans les deux ou trois décennies à venir). C'est l'ancien mélange de fascination et de peur pour l'empire jaune qui refait jour.

Pour une bonne part de la communauté internationale, la Chine populaire et « socialiste » avancerait plus résolument vers le capitalisme, à l'intérieur et sur la scène économique mondiale, que la Russie qui se veut libérale économiquement. Cette Chine consciente de ses nouveaux moyens montre sa force, affirme sa volonté de puissance dans les grands enjeux géopolitiques en Asie et sur la vaste zone du Pacifique, là où le pays entre en compétition avec d'autres, le Japon, et plus encore les États-Unis.

C'est un pays plus respecté et plus craint qui affiche ouvertement son nationalisme, ses intérêts impériaux, tout comme il exprime le sentiment, la fierté compréhensible, d'avoir surmonté les terribles épreuves et humiliations imposées aux 19ème et 20ème siècles par les divers impérialismes prédateurs qui voulaient le dépecer.

Voilà la tableau « rose » que l'on peut tracer : une réussite qui impressionne beaucoup de monde mais fait faire grise mine à certains. C'est en quelque sorte une vision



macro-économique, un regard que l'on peut avoir lorsqu'on fait des considérations d'ensemble, où lorsqu'on fait le point actuel.

UNE VISION PLUS SOMBRE

Mais on peut présenter une vision nettement moins réjouissante et qui s'appuie sur des faits non moins indiscutables ou sur des doutes raisonnés quant à l'ampleur effective des succès.

Le pouvoir central a certes repris ces derniers temps l'initiative économique, imposant une plus grande discipline financière, obtenant une réduction de l'inflation, mais pour l'essentiel le gouvernement apparaît assez faible. L'emprise qu'il exerce sur la nation s'est relâchée dès les années 80. Le pays est soumis à de nombreux effets centrifuges. Les régions, en premier lieu les provinces, ont acquis un pouvoir économique considérable qui en font de véritables fiefs qui protègent jalousement leurs avantages et leur revenus. Le pouvoir est aujourd'hui pour l'essentiel régional ou local. Les régions ont gagné une autonomie économique que le maoïsme leur avait promise sans jamais la leur octroyer effectivement, au risque de multiplier des logiques de développement contradictoires, selon une politique du chacun pour soi, sans que l'État central ne joue son rôle de régulateur, de protecteur des zones pauvres. Une Chine à plusieurs vitesses se met en place ; les inégalités se creusent, la richesse se concentre.

C'est tout particulièrement le cas des zones côtières qui concentrent et dominent les grandes initiatives économiques (et la plus grande partie des investissements extérieurs) de l'après Mao. Elles se sentent

Avec Mao, en 1959





d'autant plus fortes qu'elles captent actuellement la majeure partie des ressources budgétaires. Le budget du gouvernement central ne dépasse plus guère les 13-14 % du revenu national (contre plus d'un tiers dans les années 70). L'impôt des nouveaux privilégiés dans les villes n'est guère payé et les profits du secteur étatique qui fournissaient l'essentiel des finances de l'État à l'époque maoïste se sont réduits à peu de chose (c'est une conséquence directe de la réforme économique).

De toute façon, le pays est gangrené par une corruption qui atteint tous les niveaux de l'édifice social, et qui monte très haut (dans l'échelle du pouvoir et des sommes en jeu). Tout est littéralement possible : que les services des douanes maritimes fassent de la piraterie en haute mer ou près de Hong Kong ; que l'armée contrôle et exploite une part notable du réseau de la prostitution ; ou encore que des fonctionnaires soient autorisés (et parfois poussés) à se lancer dans les affaires, sans devoir quitter, dans un premier temps, leurs fonctions (ou du moins les avantages de leurs fonctions). On se demande ce qu'on ne peut pas acheter aujourd'hui en Chine, dans un univers où l'argent est roi, au point que nombre d'intellectuels et même quelques dissidents désertent leur activité ou leur cause pour tenter de participer à la fièvre affairiste.

L'État central a toutes les peines à exercer son rôle d'arbitre, de redistributeur des ressources en faveur des régions défavorisées, et cela face à l'égoïsme des provinces prospères. Le nouveau capitalisme légal, chinois ou sino-étranger, est souvent d'une

cruauté qui rappelle les mauvais souvenirs des débuts du capitalisme dans le monde. L'ouverture sur le monde, c'est aussi l'ouverture à la surexploitation.

LE MONDE SOCIAL

Le monde social manifeste certes une indéniable vitalité, mais il reste profondément fragmenté. Le peuple est volontiers frondeur et critique à l'égard des graves travers du régime qu'il ne connaît que trop bien et subit d'ailleurs quotidiennement. Face à l'autoritarisme persistant du pouvoir, la population a conquis, pied à pied, de nombreux espaces de liberté surtout dans la sphère privée et économique, et même une liberté de ton. Mais on est loin d'un potentiel organisé de révolte.

Les grands bastions du monde ouvrier, les ouvriers du secteur d'État qui représentaient encore 80 % de la production industrielle en 1978, sont tombés à moins de 40 % aujourd'hui. C'est à eux qu'on assurait la meilleure protection sociale et la garantie du travail à vie, ces aspects majeurs qui incarnaient la substance effective du socialisme d'État chinois. Ce système n'a pas été détruit ; il est progressivement désagrégé, malgré la résistance ouvrière tenace mais dispersée. Sa disparition complète signifiera la mort du « socialisme réel » chi-

nois, du moins de ce qu'il incarnait pour les ouvriers urbains, une minorité de 10 à 15 % de la population totale qui a formé un secteur relativement privilégié du « socialisme » chinois.

Plus grave encore, la cassure entre le monde rural et urbain se maintient et même s'aggrave : depuis une dizaine d'années les gagnants sont essentiellement du côté des villes. Les deux mondes ont des intérêts différents sinon contradictoires. Les revenus agricoles, qui ont considérablement cru entre 1979 et 1985, progressent peu depuis lors.

Les paysans dans l'espoir d'améliorer leur condition vont travailler (ou une partie de la famille) dans le secteur de l'industrie rurale qui est en plein boom ou alors ils se dirigent en grand nombre (on parle de 80 à 100 millions de personnes) vers les villes pour y chercher un travail, souvent dans des conditions très précaires, et en étant surexploités.

Les paysans sont particulièrement mécontents des abus de l'impôt auquel, eux, ne peuvent échapper : officiellement limité à 5 % des revenus, le niveau réel est facilement de l'ordre du double, voire plus. Mais ce qui est d'autant plus insupportable, pour eux, c'est que cette surtaxation est imposée arbitrairement par les autorités locales ou villageoises, et sert souvent à l'enrichisse-



ment de chefs qui n'hésitent pas à multiplier les taxes parfois sous des prétextes extravagants. On cite des cas de localités où plus d'une centaine de taxes sont exigées. Cela rappelle de très mauvais souvenirs aux paysans d'avant 1949 ; et d'ailleurs les pétitions, voire des mouvements de révolte au niveau local se multiplient. Mais le monde paysan, plus encore que celui des villes, est très parcellaire ; les solidarités dépassent rarement l'horizon d'un ou de quelques villages. Le monde rural reste désespérément faible face au régime.

C'est d'ailleurs ce qui explique que la réforme de l'après Mao a véritablement percé dans les campagnes, là où la volonté de changement était forte ; mais là aussi où les réformes les plus radicales (la rapide décollectivisation des terres, le retour au capitalisme...) menaçaient le moins le régime. Le plus décisif se jouant à l'époque et encore de nos jours dans les villes et dans le secteur industriel urbain. Et à ce niveau, l'introduction de la réforme a été beaucoup plus difficile.

Mais quand le capitalisme a véritablement pénétré dans les villes, c'est l'acte de mort du « socialisme réel » chinois qui a été signé. Ce qui a eu des effets autrement plus déstabilisateurs sur le régime que les transformations accomplies dans ce qui représente encore la majorité rurale. Ainsi que l'atteste la grave crise politique de l'année 1989, celle qui aboutit à l'écrasement des contestataires de la place Tian'anmen : ce qui est décisif se joue dans les villes.

UN RÉGIME FRAGILE MAIS UNE OPPOSITION FAIBLE

De façon générale, le régime se sent fragile, mal aimé, peu légitime. A vrai dire, dans quelle mesure un régime bâti sur une expérience non capitaliste (ce qui ne veut pas dire socialiste !) est-il le meilleur candidat possible pour piloter une transformation capitaliste, même si elle incorpore de nombreuses spécificités chinoises ? La réponse du régime tient en trois éléments. C'est lui qui détient le monopole de la force de répression, et il a montré qu'il est prêt à l'utiliser, comme ce fut le cas en 1989. Les expériences à l'Est ont révélé que ce n'est pas toujours décisif.

Plus important : il n'y a pas d'alternative. Des dizaines d'années de politique de fragmentation, d'atomisation du social ne laissent pas espérer l'émergence rapide d'une opposition forte et cohérente. Surtout, le régime, sous l'impulsion de Deng Xiaoping, n'a pas si mal réussi jusqu'à présent à mieux nourrir et faire vivre la plus grande partie de la population. Améliorer vite les conditions de vie du plus grand

nombre était d'ailleurs l'impératif le plus urgent de l'après Mao : nourrir les ventres pour faire taire les bouches, et regagner ainsi une légitimité au moins partielle. Une reconnaissance de la population mais pas forcément un grand amour...

L'incertitude sur l'état effectif du pays, sa dynamique d'évolution, est partout, dans les limites de nos connaissances certes mais elle découle aussi des évolutions erratiques du pays. Les succès économiques sont-ils d'ailleurs aussi significatifs qu'on le dit et que peuvent le faire penser les statistiques officielles ? Même à ce niveau, il y a des doutes... Le taux de croissance est-il de 10 ou de 8 voire de 6 % ? par an depuis 1979 ? Les experts en discutent et se disputent là-dessus.

Si à peu près plus personne ne conteste la prédominance de la logique capitaliste qui est à l'œuvre, la nature précise de ce capitalisme, le degré de pénétration et de transformation de l'ancien système du « socialisme réel », l'ampleur du capitalisme privé, la place du capitalisme international, tout cela constitue autant d'inconnues.

Le capitalisme privé se développe rapidement mais il reste nettement minoritaire et tant de choses sont cachées qu'il est bien difficile de savoir ce qu'il en est effectivement et qui contrôle quoi.

Selon nombre de bons chercheurs, le pays reste dominé par des variantes de propriété publique, au niveau central, régional et local. De ce point de vue, le capitalisme qui se met en place serait une sorte de capitalisme d'État et, plus souvent encore, une variante de « corporate capitalism », voire « d'État local », où le pouvoir de décision serait entre les mains des régions (provinces ou préfectures) qui gèreraient et coordonneraient un ensemble d'entreprises, tout comme la direction de General Motors coordonne les nombreuses activités de la firme. Dans cette optique, il y aurait une cohérence dans la gestion, au niveau régional ou local ; une sorte de bureaucratie (relativement) rationnelle imposerait une redistribution des avantages et bénéfices entre ceux qui font directement les affaires, manipulent l'argent et tirent les profits, et ceux, les cadres (fonctionnaires du parti, ou des administrations locales) qui pilotent, soutiennent, protègent (souvent contre le centre étatique) les diverses entités de leur « corporation ». Il se constituerait alors une nouvelle classe, bureaucratique-capitaliste, incarnant une sorte de mise en tutelle du capitalisme par les fonctionnaires. Ensemble ils formeraient la nouvelle élite de cette Chine réinsérée dans le marché mondial.

Mais il y a nombre d'auteurs non moins sérieux pour insister sur l'effet dévastateur de la corruption, sur les conséquences négatives du parasitage incessant opéré par la bureaucratie au détriment des sujets qui lui sont soumis. Ils mettent aussi l'accent sur



l'incompétence et le conservatisme d'un trop grand nombre de cadres du régime pour que l'évolution puisse être linéaire et rationnelle.

Ces incertitudes donnent la mesure des défis qui attendent la nouvelle direction. De leur capacité à les relever dépend le véritable bilan de l'ère Deng, étant bien entendu qu'il n'y a qu'une seule certitude : toute cette histoire concerne encore moins le socialisme que ce ne l'était le cas du socialisme réel de la période maoïste. L'inégalité sociale est au poste de commande. Et la cohérence d'ensemble n'est guère assurée par le PCC, lui-même en voie de décomposition, ou par l'État central qui lutte avec peine pour reconquérir ses prérogatives de maître d'ensemble de l'économie. Ce qui fait la cohérence de la politique chinoise, c'est le consensus qui existe dans les élites chinoises, qu'elles soient régionales ou centrales, qu'elles soient en faveur du régime ou critiques à son égard, en faveur de la puissance chinoise, de l'affirmation nationaliste. Un formidable attachement à l'unité du pays, qui vient loin du passé et s'est renforcé au 19ème et 20ème siècle sert de ciment idéologique entre des composantes très diverses des élites, et même entre celles-ci et la grande majorité de la population. La libération sociale, l'auto-émancipation n'entrent pas en ligne de compte, ne font pas partie des préoccupations ou des projets des animateurs et des bénéficiaires des mutations en cours.

Une fois de plus, les batailles de l'émancipation sociale, si elles peuvent se mener en Chine, se situent ailleurs que dans ce que fait ou ne fait pas le régime remodelé ou non. ★

L'histoire dramatique du trotskysme en Chine

China's Urban Revolutionaries (Révolutionnaires urbains en Chine, Humanities Press, New Jersey, 1996) est une nouvelle contribution de Gregor Benton, spécialiste internationalement reconnu de l'Université de Leeds, à la réflexion critique sur des étapes cruciales de la Chine pré-révolutionnaire et notamment sur l'histoire du mouvement trotskyste de ce pays. Le livre a d'autant plus d'intérêt qu'il contient en appendice les témoignages de deux vieux révolutionnaires, Zheng Chaolin et Wang Fanxi, respectivement sur « Chen Duxiu et les trotskystes » et sur une histoire du trotskysme chinois publiés par Tang Baolin en 1994 à Taipei (1).

Par Livio Maitan

Février 1997

BENTON ÉVOQUE À NOUVEAU des événements connus par les spécialistes et les militants des vieilles générations : c'est un rappel nécessaire pour la mémoire historique du mouvement qu'il étudie lui-même. Il se base, entre autres, sur des documents jusqu'ici non utilisés en évitant les écueils opposés d'une approche apologétique et d'une trop facile critique a posteriori. Il en résulte un hommage en même temps sobre et incontestable à un mouvement qui a été l'objet des répressions les plus dures et d'un dénigrement sans limites, un mouvement dont les protagonistes ont commis des erreurs cruciales d'analyse et d'orientation, mais ont contribué pendant de longues années et dans les conditions les plus défavorables, aux luttes de la classe ouvrière et des intellectuels de leur pays. Ils ont par la suite, par leur opposition au régime bureaucratique, défendu des conceptions et des valeurs qui représentent toujours des points de référence essentiels.

Le livre rappelle d'abord que ce mouvement a eu au début deux composantes : l'une représentée par des militants qui avaient vécu leurs années de formation politique en URSS, où ils avaient été influencés par l'Opposition de gauche (2), et l'autre, pour ainsi dire plus autochtone, composée de militants qui s'étaient formés dans la première moitié des années 20 et surtout au cours de l'expérience dramatique de la révolution de 1925-27 et auxquels les analyses de Trotsky avaient fourni une explication exhaustive des orientations grossières de défaites adoptées par leur parti sur instructions d'une Internationale communiste en voie de bureaucratisation rapide. C'est justement cette origine différente qui détermine

dès le début des divergences aiguës débouchant sur l'existence en été 1930 de quatre organisations séparées. Une telle situation est surmontée grâce aussi bien à un appel de Trotsky qu'à l'action de Chen Duxiu, secrétaire du parti communiste jusqu'en 1927 et par la suite membre du mouvement trotskyste.

ORIGINES ET RÉPRESSIONS

Benton souligne à juste titre la signification du congrès d'unification réalisé début mai 1931. Ce congrès aurait pu marquer le début d'une nouvelle phase beaucoup plus féconde que celle qui l'avait précédée. En revanche, trois semaines après, presque tous les membres du Comité central nouvellement élu et de nombreux membres de l'organisation furent arrêtés et condamnés à des peines de 6 à 15 ans de prison. Chen Duxiu, Peng Shuzhi et d'autres subirent le même sort six mois plus tard. C'est donc avec des forces très largement réduites que les trotskystes durent faire face aux épreuves des années suivantes, qui s'avèrent décisives pour l'évolution du rapport de forces dans les villes et encore plus dans les campagnes. Leurs orientations, qui mettaient l'accent sur les revendications démocratiques, synthétisées par le mot d'ordre de l'Assemblée constituante, répondaient aux exigences de l'époque et auraient pu avoir un écho favorable. Toutefois, les militants en état de développer une activité étaient désormais trop peu nombreux et trop dispersés et donc incapables de les traduire en pratique au niveau de masse avec des résultats tangibles. Une appréciation analogue s'impose à plus forte raison en ce qui

concerne les tentatives d'intégration dans la guérilla rurale (Benton rappelle à ce propos qu'en 1931 Chen Duxiu lui-même, en rectifiant son orientation précédente, avait exprimé un avis favorable à la guérilla dans les campagnes). Il s'agit d'épisodes peu connus, même si Wang Fanxi en avait parlé. Des militants trotskystes ont fait partie avec un rôle non négligeable de détachements de guérilla dans le Jiangsu. D'autres, sur la base aussi de liens familiaux, ont formé des noyaux armés au Kwantoung, à l'initiative de Chen Zhongxi, par la suite tombé au combat, et dans le Shandong avec la participation de Wang Changyao et de sa compagne Zhang Sanjie. Ces expériences ont duré environ deux ans avant d'être finalement écrasées par des répressions sanglantes de la part de l'armée japonaise ou, parfois, de détachements militaires du Parti communiste. Benton confirme ces informations sur la base de nouveaux documents. Voilà donc une explication supplémentaire de la faiblesse extrême des forces avec lesquelles le mouvement trotskyste a dû mener ses batailles dans la période suivante.

Il est vrai, comme Benton n'oublie pas de le rappeler, que le PCC lui-même a traversé des phases extrêmement difficiles, où sa survie même a été mise en question. Néanmoins, il a pu disposer, en premier lieu grâce à l'aide de l'Union Soviétique, de bases matérielles sans comparaison plus

1) Wang Fanxi, communiste depuis 1925 et obligé de s'exiler à Macao en 1949 à cause de son appartenance au mouvement trotskyste, est l'auteur de *Chinese Revolutionary - Memoirs 1919-194*, Oxford University Press, 1980. Su Zheng Chaolin, v. plus loin.

2) A un certain moment, près de la moitié des étudiants communistes chinois à l'Université de Moscou étaient favorables aux idées de Trotsky.

solides et particulièrement précieuses dans des conditions de répression féroce. Plus tard, c'est l'agression japonaise qui a déterminé un contexte nouveau, où le PCC et ses contingents armés ont acquis des marges de manœuvres politiques et militaires beaucoup plus amples. Ainsi, la direction maoïste a été en état d'imposer sa propre hégémonie, frappant, par ailleurs, très durement, chaque fois qu'elle l'estimait nécessaire, des tendances ou des groupes qu'elle considérait, avec fondement ou non, comme concurrentiels (3).

Toutefois, le mouvement trotskyste a réussi à survivre, bien que dans des conditions d'autant plus précaires qu'il subissait les conséquences de l'apparition de nouvelles divergences sérieuses, sur lesquelles Benton nous donne des informations précises et qui ont abouti en 1941 à la formation de deux organisations opposées (4). Cela ne l'a pas empêché, notamment dans des grandes villes comme Shanghai et Hong Kong, de développer, comme dans la décennie précédente, une activité courageuse dans des secteurs ouvriers et des milieux intellectuels. Mais il n'a pas été en condition de jouer un rôle à l'échelle nationale et de contribuer dans une mesure un tant soit peu importante au renversement de l'ancien régime.

Après la victoire de la révolution, pendant une période de tolérance relative de part du gouvernement, des militants se sont engagés dans la réforme agraire ou ont rejoint l'Armée populaire pour participer au parachèvement de la libération du pays. Dans le secteur industriel des trotskystes ont eu un rôle actif dans des grèves, par exemple dans le textile, en luttant contre des capitalistes privés avec lesquels le gouver-

nement s'efforçait à l'époque de collaborer. A Canton, Lin Huanhu, qui avait été parmi les protagonistes du mouvement des étudiants au début des années 30, a été choisi comme membre de l'exécutif du syndicat des imprimeurs. Cette activité a été menée par les adhérents d'un des deux secteurs qui s'étaient séparés en 1941, celui du Parti ouvrier internationaliste, dont Jeunesse marxiste était la publication périodique.

Probablement préoccupé par l'écho éventuel de ces activités et s'inspirant des critères staliniens alors prédominants, le pouvoir devait opter finalement pour la répression : au mois de décembre 1952, des centaines de personnes, soupçonnées d'être trotskystes, étaient arrêtées (5). Certaines sont restées en prison pendant de très longues années. La plus connue d'entre elles, était Zheng Chaolin, qui avait adhéré au PCC en 1922 et accompli ensuite des tâches de direction au niveau provincial. Il traduit en chinois le livre de Boukharine et Preobrazjensky ABC du communisme et ne fut libéré qu'en juin 1979. En ayant recours à une terminologie sportive, on pourrait dire que ses 34 années de prison - 7 sous Chiang Kai-shek et 27 sous le régime bureaucratique - lui ont permis de battre le record d'Auguste Blanqui emprisonné au total pendant 33 années. Comme les lecteurs de China's Urbans Revolutionaries pourront le constater, Zheng a gardé - à l'âge de 95 ans ! - toute sa lucidité sans que les répressions subies ne l'aient jamais amené à renoncer à ses idées et à son esprit combatif (6).

LE RÔLE DE CHEN DUXIU

Benton consacre une partie importante de son essai à Chen Duxiu, intellectuel mili-



tant avec une influence très grande, parmi les inspirateurs de la période préparatoire de la révolution des années 1920 et principal dirigeant du PCC à ses origines, victime à plusieurs reprises de la répression du Kuomintang et choisi par la bureaucratie soviétique et les maoïstes eux-mêmes comme bouc émissaire de la défaite de 1925-27. L'auteur souligne l'importance de la « réhabilitation » de cette personnalité après l'adoption du cours nouveau, dont l'expression la plus symbolique a été le transfert de sa dépouille du Sichouan, où Chen était mort en 1942, à Anqing, son lieu de naissance en 1879. Il revient également sur toute la portée de son activité culturelle en indiquant que c'est dans une large mesure grâce à lui



3) La documentation sur les répressions subies par les trotskystes aussi bien de la part du Kuomintang que des impérialistes japonais sont le démenti le plus irréfutable aux accusations lancées à l'époque par la propagande stalinienne et maoïste. Parmi les très nombreux exemples, en plus de ceux que nous avons déjà mentionnés, rappelons le sort de Chen Qichang, communiste depuis 1925 et intellectuel militant d'une grande valeur, traducteur des textes de la Commission Dewey sur les accusations portées contre Trotsky et auteur de La grande migration des nationalités chinoises. Chen fut sauvagement torturé avant d'être exécuté par les Japonais. Il ne faut pas oublier, d'autre part, qu'en Union Soviétique des militants chinois ont été exécutés ou déportés (un témoignage à ce sujet est d'Anton Ciliga, ancien membre du Parti communiste yougoslave, réfugié en URSS et frappé lui aussi d'une mesure de déportation).

4) Parmi les raisons de la scission, une divergence sur la guerre contre le Japon. Alors qu'un secteur, en accord avec Peng Shuzhi, estimait que cette guerre conservait un contenu progressiste, selon d'autres, dont Wang Fanxi, après l'internationalisation du conflit, le contenu progressiste s'était dans une large mesure, sinon entièrement, effacé. Le Bureau du Pacifique de la IV^{ème} Internationale choisit la première position.

5) Des mesures de répression, bien que sous une forme non généralisée, avaient été appliquées même avant décembre 1952 : l'ouvrier Ling Chenghsiang avait été fusillé à Wenchow avec deux autres ex-membres de l'organisation.

6) Détail pénible : pendant la « révolution culturelle » la femme de Zheng, aveugle, subit des persécutions à l'initiative des Gardes rouges.



que le mouvement trotskyste chinois a exercé une influence culturelle plus importante que son influence politique, notamment à la fin des années 20 et au début des années 30. Ici, nous voulons signaler surtout l'effort de l'auteur visant à reconstruire les positions de Chen à la fin de sa vie alors qu'il n'appartenait plus formellement à une organisation trotskyste.

Selon un jugement accepté dans la IV^{ème} Internationale elle-même, Chen Duxiu, tout en maintenant son engagement révolutionnaire anti-impérialiste, aurait abandonné, à un moment donné, les conceptions marxistes et trotskystes pour

accepter des conceptions, pour ainsi dire, démocratiques radicales (7). Benton se réfère à une série d'articles et de lettres de Chen de la période allant de 1937 à 1942, d'où il ressortirait effectivement que, selon leur auteur, la démocratie peut être conçue en tant que contenu et forme de différentes phases de l'histoire de l'humanité et non seulement de sa phase bourgeoise. En même temps, Chen réaffirmait, toutefois, que dans le monde moderne ce sont surtout les prolétaires qui agissent comme les démocrates les plus conséquents. En partant d'une opposition légitime entre démocratie et bureaucratisme, il avait abouti à opposer démocratie et dictature prolétarienne sous toutes ses formes, en niant toute portée progressiste non seulement à la dictature du prolétariat mais aussi au bolchevisme, présenté comme jumeau du fascisme et père du stalinisme. Néanmoins, « il rejetait la dictature du prolétariat non en faveur du capitalisme, mais au nom du marxisme » — explique Benton, qui cite également Wang Fanxi, selon qui Chen s'était effectivement éloigné du trotskysme, « mais, s'il avait vécu plus longtemps, il y serait revenu parce qu'il avait tous les traits caractéristiques du véritable révolutionnaire » (p.51). Pour sa part, Zheng Chaolin fait référence à un article écrit par Chen quinze jours avant sa mort, où celui-ci avait exprimé à nouveau sa conviction selon laquelle seuls les travailleurs opprimés du monde entier pourraient mettre fin à la domination du capitalisme et rejeté ainsi encore une fois la conception du socialisme dans un seul pays. La divergence de Chen avec Trotsky ne résidait que dans le fait que, selon lui, l'URSS ne devait plus être caractérisée comme un état ouvrier dégénéré. Zhen en conclut : « Chen Duxiu est resté trotskyste jusqu'à sa mort, du point de vue aussi bien organisationnel que théorique » (pp.200-201). Voilà des éléments de réflexion nouveaux à ce sujet aussi.

Benton mentionne à plusieurs reprises une autre personnalité de premier plan du trotskysme chinois, Peng Shuzhi (1895-1983), membre du Comité central du PCC depuis 1925 et

directeur de l'organe officiel du parti de 1925 à 1927, victime lui aussi de la répression du Kuomintang, dirigeant du secteur trotskyste organisé dans le Parti communiste révolutionnaire, installé à Hong Kong en 1948 et émigré par la suite en France et aux États-Unis. En reprenant des arguments avancés dans d'autres essais et en se référant à des appréciations exprimées par Zheng Chaolin, Wang Fanxi et de Chen Duxiu lui-même, il porte encore une fois des jugements extrêmement critiques. Il reproche à Peng des méthodes et des conceptions organisationnelles du style stalinien, en allant jusqu'à avancer des hypothèses d'interprétation peu généreuses et non fondées sur des éléments factuels. Toujours est-il que Peng a été parmi les principaux responsables d'erreurs d'analyse et d'orientation, qui, répétons-le, ont pesé lourd sur la défaite du mouvement trotskyste en Chine et n'ont pas aidé les analyses ni les prises de position de la Quatrième Internationale dans la période post-révolutionnaire non plus (8).

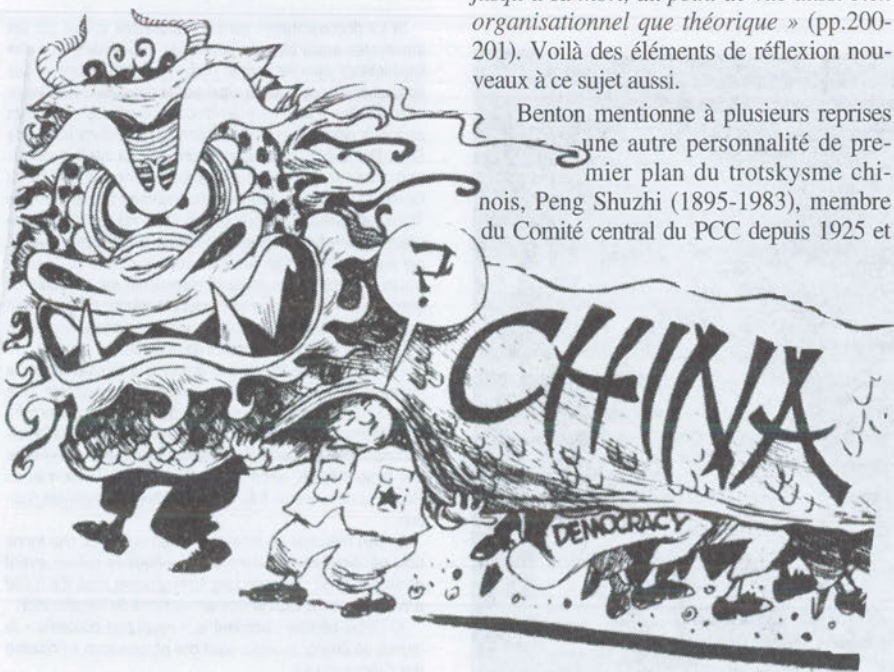
UNE FAILLITE ET UN HÉRITAGE

Le mouvement trotskyste international a esquissé à plusieurs reprises un bilan de sa composante chinoise par des évaluations dans l'ensemble négatives. Benton fournit à ce sujet également d'autres éléments d'une réflexion que pour notre part nous partageons dans une assez large mesure.

Nous ne reviendrons pas sur les analyses de Trotsky et de ses disciples chinois sur les événements de 1925-27 et sur la dynamique de la fin des années 20 et de la première partie de la décennie suivante. Plus généralement, il nous semble difficile

7) L'article commémoratif paru dans Quatrième Internationale, février-avril 1954, est éloquent à ce sujet. Il s'agit d'un hommage ému à Chen, où on explique, toutefois, que « sa formation marxiste ne devint jamais très solide » et on lui attribue une conception de la « démocratie comme un idéal abstrait, vide de tout contenu de classe ».

8) Les positions de Peng furent le plus souvent minoritaires au sein de la IV^{ème} Internationale. Par exemple, au IX^{ème} Congrès mondial (1969), dans le débat sur la révolution culturelle, Peng a opposé au rapport fait par l'auteur de cet article, une intervention critique, où les positions de Liu Shaoqi étaient présentées sous un jour plus favorable. Il a repris ces appréciations dans des écrits parus postérieurement, où il a expliqué que Mao était le partisan d'une forme de stalinisme plus dure alors que Liu représentait une tendance plus modérée et réformiste. Pour une connaissance des appréciations de Peng sur la période de la guerre révolutionnaire et l'époque post-révolutionnaire on peut lire son introduction au volume Trotsky on China, Monad Press, New York, 1976 et The Chinese Communist Party in Power, Monad Press, New York, 1980. Des informations sur sa vie et ses conceptions se trouvent également dans une longue interview avec sa compagne Chen Pila, publiée dans Intercontinental Press (2 et 23 novembre 1970). La fille de Peng, Cheng Yinxian, et son compagnon, Claude Cadart, ont publié L'envol du communisme en Chine, Gallimard, Paris, 1983, un livre rédigé sur la base de notes de Peng lui-même et d'interviews de lui. Ce livre a été analysé par Benton dans China Quarterly, n°102, ce qui a provoqué une réponse des deux auteurs. Ces textes, marqués par une polémique très âpre, et une riposte finale de Benton, non moins dure, ont été publiés dans Quatrième Internationale, décembre 1986.



de contester, du point de vue d'un bilan historique, que Trotsky, après quelques hésitations au début, avait saisi la dynamique essentielle de la révolution chinoise et en avait tiré les conclusions stratégiques qui s'imposaient. Il peut apparaître paradoxal que cette compréhension n'ait pas permis au mouvement qu'il avait inspiré de jouer un rôle hégémonique dans le processus révolutionnaire et que la révolution ait finalement gagné sous la direction d'un parti qui, bien que sous des angles changeants, avait âprement combattu l'interprétation et l'orientation de Trotsky. Toujours est-il que — nous citons encore une fois Benton — « la dynamique de la révolution, aussi bien dans les villes que dans les campagnes, a été radicalement anticapitaliste et la prévision de Mao selon laquelle la Nouvelle Démocratie (et donc les éléments de capitalisme) se prolongerait pendant (plusieurs décennies) a été vite démentie par le rythme d'une transformation sociale parachevée en l'espace de quelques années. L'ironie réside dans le fait que l'idée fondamentale de la théorie trotskyste a été mise en pratique non par les trotskystes eux-mêmes, mais par les

maoïstes qui y sont plus ou moins parvenus après des tâtonnements et des erreurs » (p. 110).

Ajoutons que la priorité stratégique de la lutte de la classe ouvrière urbaine, choix fondamental du trotskysme chinois, fut pendant toute une période un acquis commun du mouvement communiste, réaffirmé y compris au moment où le PCC concentrait son action surtout, sinon exclusivement, dans les campagnes. Il s'agissait, en tout cas, d'un choix opéré dans un contexte où la classe ouvrière, en dépit de sa faiblesse numérique, avait effectivement joué un rôle de premier plan dans la crise révolutionnaire. En ce qui concerne notamment Chen Duxiu, une telle approche découlait d'une prémisses plus générale, en rapport avec un trait permanent de l'histoire chinoise : la répétition de « cycles sans fin de décadence d'une dynastie, de révoltes paysannes et d'avènement d'un nouveau despotisme », « cercle vicieux qui ne pouvait être brisé que par l'intervention des classes urbaines, c'est-à-dire la bourgeoisie, le prolétariat et l'intelligentsia critique » (p. 114).

Il est vrai, par ailleurs, qu'alors que la direction maoïste était poussée empiriquement à déplacer dans les campagnes le terrain principal de lutte, les trotskystes ne saisissaient pas à temps les transformations qui étaient en train de se produire avec un rythme rapide au long des années 30, surtout après l'agression généralisée de l'impérialisme japonais : des transformations non seulement politico-organisationnelles, à la suite de la défaite de la révolution en 1927 et de la répression à une très grande échelle mais aussi structurales, c'est-à-dire déterminées par la paralysie et le démantèlement progressif de l'appareil industriel préexistant. Encore en 1937-1938, leur comité provisoire confirmait le choix de concentrer leur activité dans les villes en condamnant « l'aventurisme militaire ». Ce fut une erreur analytique et



politique capitale, « très grave et absolument impardonnable » (Wang Fanxi).

A la même époque les trotskystes chinois commirent une autre erreur très grave dans leur appréciation de la dynamique de la nouvelle orientation de front unique adoptée par le PCC. Admettons qu'en prenant certains textes à la lettre, ce n'était pas absurde d'avancer l'hypothèse que la direction maoïste renoncerait à son autonomie face au Kuomintang en intégrant même ses forces militaires dans l'armée de Tchang Kai-shek. Mais il était erroné de croire qu'il s'agissait désormais d'un choix irréversible et ne pas faire la distinction nécessaire entre danger potentiel et développements réel au delà des projets esquissés. En fait, les résolutions qui avaient le plus comporté de risque d'adaptation et de perte d'autonomie, n'ont pas été mises en pratique. En dernière analyse, le PCC a réussi à sauvegarder son autonomie, politique et militaire, et ce fut la prémisses des batailles suivantes, qui, malgré des oscillations, des reculs et des compromis même négatifs, ont débouché sur la guerre civile généralisée et la victoire de 1949. Qu'il nous soit permis de reprendre à ce sujet aussi un jugement de Wang Fanxi : « Il (le PCC) ne s'était pas retiré dans les campagnes de sa propre volonté, dans le cadre d'un choix stratégique délibéré, mais



9) Nous nous permettons de rappeler que des considérations et des appréciations analogues à celles aussi bien de Gregor Benton que de Wang Fanxi sont esquissées dans des contributions de l'auteur de cet article, c'est-à-dire dans *Le parti, l'armée et les masses dans la révolution culturelle chinoise*, Maspero, Paris, 1972, *Il dilemma cinese*, Data News, Rome, 1994 et dans la préface au volume *Problemi della rivoluzione cinese e altri scritti su questioni internazionali, 1924-1925* de Léon Trotsky, Einaudi, Torino, 1970.



pour échapper à la répression du gouvernement (...) Dans les campagnes il n'avait pas renoncé à la lutte de classes (...) Le deuxième front unique, en 1937, a été une manœuvre tactique, et non un tournant stratégique (...) Il (le parti) est resté une organisation de révolutionnaires extrêmement disciplinés et a recruté ses membres et ses soldats sur une base lutte de classes ».

Ces erreurs d'appréciation, aussi bien que d'autres du même type, commises par des secteurs trotskystes dans la phase finale de la guerre révolutionnaire, et les orientations qui en découlaient, ont contribué dans une très grande mesure à l'échec du mouvement de la IV^{ème} Internationale en Chine. Mais Benton suggère à juste titre que, si on veut exprimer un jugement d'ensemble, il faut prendre en considération toute une série de facteurs. Nous avons souligné déjà le poids déterminant d'une répression massive qui, commencée immédiatement après le congrès d'unification en 1931, a continué presque sans interruption dans les décennies suivantes. Nous ne revenons pas sur l'influence énorme du facteur international, c'est-à-dire de l'aide matérielle que le PCC a reçue de l'Union Soviétique aux heures les plus difficiles de la lutte pour sa propre survie : les trotskystes ne pouvaient guère s'attendre à une aide quelconque de la même source et il n'y avait aucun autre centre international susceptible de leur porter secours. C'est la convergence de tous ces facteurs qui explique l'échec. Voilà la conclusion qu'on peut tirer de ce qu'on connaît jusqu'ici, des témoignages de militants qui ont survécu et

des historiens qui ont étudié ces événements.

Le livre de Benton nous suggère, toutefois, directement ou indirectement, d'autres réflexions. Il souligne correctement que les moyens par lesquels le PCC s'est construit, la concentration de son activité pendant plus d'une décennie surtout dans les campagnes, les fondements sociaux des institutions surgies dans les zones progressivement occupées (où en 1945 résidaient environ 100 millions de Chinois), les liens avec la bureaucratie soviétique avant l'explosion du conflit crucial des années 60 n'ont pas été sans conséquences sur la conformation et la dynamique de la société post-révolutionnaire. Cette nouvelle société a subi un processus de bureaucratisation dès le début : les formes de démocratie à l'échelle locale existant dans les campagnes pendant la guerre révolutionnaire ont été assez vite vidées de leur contenu et, en dernière analyse, une démocratie socialiste réelle ne s'est jamais affirmée, ni ira s'affirmant dans les décennies suivantes. C'est justement un tel état de choses qui a été à l'origine de l'intérêt pour la personnalité historique de Chen Duxiu et de sa pensée démocratique, notamment dans des phases de remobilisation au niveau de masses et d'apparition sur la scène politique et culturelle de générations nouvelles.

Ne fût-ce que sous angle méthodologique, il ne nous paraît pas gratuit de la part de Wang Fanxi de se poser la question de savoir ce qui serait arrivé si la ligne proposée par les trotskystes avait été adoptée en 1925-27 et par la suite. Avant la victoire de la révolution, la lutte aurait pu être menée dans des conditions beaucoup plus favorables. Après la révolution, selon Wang, le nouveau régime aurait pu être bâti par des méthodes et structures moins despotiques et bureaucratiques, adopter des attitudes internationalistes conséquentes, être moins conditionné par l'arriération paysanne et admettre toute forme de liberté de pensée et d'activité créatrice (p. 219).

Finalement, nous sommes d'accord avec Benton lorsqu'il fait une comparaison entre la classe ouvrière chinoise des années 20-30 et celle d'aujourd'hui, incomparablement plus forte, structurellement et culturellement. C'est justement pourquoi ce n'est pas utopique d'avancer l'hypothèse que cette classe ouvrière sera capable de jouer dans les difficultés qui attendent le pays un rôle bien plus décisif que celui qu'elle a pu jouer il y a cinquante ans. Son intervention sera essentielle dans la lutte pour la démocratie socialiste qui est plus que jamais à l'ordre du jour et au cours de laquelle les idées de base du mouvement trotskyste vont acquérir à nouveau toute leur valeur.

★



Perspectives incertaines

Ce qui se passe en Albanie est bel et bien une révolution populaire démocratique et à caractère de classe. C'est une révolution qui ne se base pas sur des traditions ni même sur des sujets subversifs. Sa force, elle la puise dans son organisation par le bas. Elle a un projet incomplet et renferme des contradictions internes. Ses perspectives sont incertaines. Néanmoins, elle fait peur aux puissants et c'est pourquoi elle mérite notre solidarité inconditionnelle.

Par Nicos Yannopoulos

Athènes, 17 avril 1997



APRES LE CHOC INITIAL QUE leur a provoqué l'insurrection armée du peuple albanais, Américains et Européens tentent aujourd'hui de reprendre le contrôle de la situation et sont en train de lancer une grande opération pour museler — ou même réprimer ouvertement — les Albanais en révolte. Après la panique qui a suivi la prise des casernes par les insurgés et l'effondrement — au moins au Sud — de tout l'appareil de son régime, Bérisha reprend ses forces et tente de contre-attaquer en exploitant l'appui politique que lui a offert le Parti socialiste (PS). Indiscutablement, l'insurrection albanaise est entrée dans une phase critique. Le Sud insurgé, mais aussi une grande partie du reste du pays sont déterminés à continuer à exiger le départ de Bérisha, mais paradoxalement soutiennent le gouvernement de Fino qui à son tour s'ingénie — frisant la tendance suicidaire — à provoquer la **désescalade** de l'opposition populaire à Bérisha. Plus le temps passe plus les insurgés, en raison de leur inexpérience et de l'absence de cadres politiques parmi eux, voient s'éloigner la possibilité d'imposer leurs propres solutions. Dans le même temps, les rapports de forces évoluent en faveur de l'arrivée de la force multinationale « pacificatrice ». Cela ne signifie point que la répression de l'insurrection soit possible ni probable.

L'INSURRECTION

Force est de constater, que la portée, la dynamique et les résultats d'une insurrection ne peuvent être évalués en fonction de son issue finale, de sa victoire ou sa défaite. S'il en était ainsi jamais la révolution allemande de 1918, la révolution espagnole de 1936, la Commune de Paris et mai 68 un siècle plus tard, n'auraient écrit quelques unes des pages les plus brillantes du mouvement révolutionnaire international. L'insurrection a avant tout une valeur intrinsèque. Son rôle est jugé en fonction du contexte dans lequel elle se déclenche, aux conditions dans lesquelles elle se prépare et aux adversaires qu'elle affronte, c'est-à-dire en fonction des données qu'elle bouleverse et des rapports de forces qu'elle

façonne. Sous cet angle, indéniablement, l'insurrection albanaise constitue l'événement le plus important dans l'Europe « post-socialiste ». A l'instar du décembre français de 1995, qui représente une étape déterminante pour l'ouverture d'un nouveau cycle de luttes sociales en Europe occidentale, le mars albanais de 1997 est la première grande bataille « de l'autre Europe », de celle qui après 1989, a vécu la « fin de l'histoire ».

Le fait est qu'en Albanie éclate une insurrection populaire qui réussit au moins au Sud à balayer totalement l'appareil d'État. Ceci se passe dans un pays où la population vit le choc du passage du régime stalinien le plus autoritaire et isolationniste de l'Europe aux formes les plus sauvages — et internationalisées — de l'exploitation capitaliste. Cette transition se réalise à travers la dissolution du tissu social, l'atomisation la plus complète et la domination idéologique des « valeurs » les plus répugnantes du marché libre.

Ce qui se passe constitue la preuve irréfutable que la crise est à la fois danger et chance et que la barbarie capitaliste est génératrice de sa propre catastrophe. Au pays de la capitale où 200 000 personnes avaient accueilli en 1991 le ministre des affaires étrangères des États-Unis, M. Baker, au pays de la pauvreté absolue, des centaines de milliers de gens ont pris leur destin en mains.

Ces gens apeurés par la police de Hoxha et de Bérisha, ces Albanais humiliés et « orphelins » ont pris d'assaut des casernes et des prisons, ont affronté les prétoriens du régime et ont vaincu.

Même si l'insurrection albanaise n'arrive pas à triompher, qui pourrait donc contester le fait que la lutte de classes trouve finalement son chemin même quand tout paraît impossible ? Qui pourrait affirmer qu'il y ait des peuples qui sont condamnés à la soumission ?

Le mars albanais a donc démontré qu'à notre époque, époque de la domination impérialiste et de l'hégémonie idéologique

* Nicos Yannopoulos est l'animateur du « Réseau de défense des droits politiques et sociaux ». Deux semaines après le début de l'insurrection albanaise, il a passé dix jours dans le Sud de l'Albanie où il a pu s'entretenir longuement avec les dirigeants du Comité national de salut public ainsi qu'avec les directions des Comités populaires de Saranda, Vlore, Tépélène, Gjirocastre, etc.

de la bourgeoisie, l'insurrection n'est pas seulement nécessaire, mais également possible. L'histoire a choisi parmi tous les pays européens, l'Albanie, le « maillon faible », pour semer la première grande panique parmi les puissants après leur triomphe de 1989.

Les Albanais se sont insurgés pour des raisons similaires à celles qui ont poussé à l'insurrection les moujiks et tous les opprimés dans notre siècle : pour qu'on leur rende leur argent et pour le départ de Bérisha. L'aboutissement — et en un certain sens, même le caractère — d'une insurrection ne dépend pas de ses revendications, mais de sa capacité à imposer son droit, en d'autres termes, à bâtir son propre pouvoir face et contre le pouvoir existant. C'est pourquoi l'existence de traditions « activistes » et de collectifs révolutionnaires est une condition nécessaire pour la victoire mais pas pour l'éclatement d'une insurrection.

C'est pourquoi ce qui est testé en Albanie aujourd'hui, ce qui est d'une importance historique, ce qui explique la panique des puissants et exige par là-même notre solidarité, c'est bel et bien la capacité des peuples non seulement à protester et à résister, mais à s'insurger totalement les armes à la main et sans aucune limite. Le sort de la domination capitaliste sera

décidé définitivement par l'issue de la guerre sociale dans les métropoles, mais il se décide aussi quotidiennement par tout ce qui la déstabilise dans les actes et les consciences, à Los Angeles, au Chiapas ou à Vlore. Dans ce processus l'Albanie jusqu'à récemment « silencieuse » et méprisée, occupe désormais une place d'honneur.



SES CONTRADICTIONS

Dernièrement, l'insurrection est entrée dans une phase de recul. Pour plusieurs raisons. Néanmoins, on peut exclure à l'heure actuelle un nouveau cycle de confrontations après l'arrivée de la force multinationale et même d'éventuelles nouvelles provocations de la part de Bérisha. Toutefois, sans aucun doute, depuis le 10 mars, l'insurrection est entrée dans une phase d'attente. Il est à craindre que cette attente ne soit tout simplement un recul dû, d'une part, à la fatigue des insurgés et à leur incapacité à proposer une alternative crédible de confrontation avec Bérisha et de l'autre à l'absence de structures permettant de rassembler les insurgés et de propulser leur action. Tandis que des milliers de gens refusent de rendre leurs armes avant que Bérisha ne s'en aille, et tandis que plusieurs d'entre eux se fâchent ou se révoltent contre la politique du gouvernement Fino (nous ne savons pas avec précision quelles sont leurs sentiments face à l'appui offert au gouvernement par le Comité national de salut public mais nous pensons que c'est seulement une minorité qui prend ses distances), le climat général rappelle plutôt une tentative de surmonter les différends qu'une polarisation sociale ou une accentuation de la confrontation politique. C'est ainsi que plusieurs, même parmi les insurgés, considèrent plus important le rétablissement de l'ordre, ou en tout cas le ressentent comme un problème immédiat, tandis que tout en restant omniprésente, la revendication du départ de Bérisha s'éloigne progressivement des préoccupations quotidiennes des insurgés pour acquérir une dimension « parlementaire ». Et il est aussi significatif que personne n'ait osé dénoncer la « force multinationale » comme une force de répression de l'insurrection (ce n'est pas un hasard si le 7 avril, les Comités populaires ont simplement exigé des généraux qui la dirigent de ne pas rencontrer Bérisha, mais ont

omis de commenter son déploiement en Albanie). En réalité, c'est depuis la mi-mars que certains leaders des Comités avaient déjà exprimé leur accord avec « la protection internationale de l'aide humanitaire ». Cette aide humanitaire n'est pas menacée par les insurgés ni même par les groupes organisés de bandits, mais par les voleurs qui agissent au sein des « autorités » locales et qui préfèrent la vendre au marché noir plutôt que de la distribuer aux nécessiteux.

Tenant compte des données albanaises, les Comités populaires qui sont des collectifs d'organisation et d'administration des insurgés, ont un fonctionnement très démocratique bien qu'ils ne constituent pas des structures de démocratie directe puisque les délégués ne sont ni élus directement par les insurgés, ni révocables. Tout en ne traduisant ni une prise de conscience de la population ni une réduction correspondante du « clivage hiérarchique », ils expriment quand même la « moyenne » de l'insurrection ainsi que les sentiments de la majorité des insurgés. On peut donc dire que les Comités populaires ne représentent pas une tentative de reconstruction de l'appareil d'État dans les villes insurgées, mais qu'ils sont des collectifs contradictoires qui d'un côté maintiennent l'instabilité et mettent en avant les revendications des insurgés, et de l'autre légitiment — en collaborant avec eux — des partis et des institutions qui sont naturellement contre l'insurrection (collaboration avec les partis, avec les préfets et les autorités régionales afin de rétablir l'ordre, tentatives de reconstitution de la police et non pas des milices populaires ou des comités d'autodéfense sociale, etc.)

Les Comités sont composés de gens qui ont une expérience militaire ou administrative, qui jouissent d'un prestige social et qui ont joué un rôle capital quand l'insurrection a éclaté. Cependant, la plupart d'entre eux ne sont pas des activistes de type des leaders naturels qui surgissent du sein de toutes les insurrections. Le plus souvent, ils sont d'un certain âge et proviennent des milieux qui dans la plupart des cas, ne sont pas composés des éléments les plus désintéressés et les plus « éclairés ». En plus, les militaires qui participent aux Comités jouent un rôle extrêmement contradictoire puisqu'ils semblent avoir eu une importance capitale quand les insurgés ont affronté les forces de répression, mais en même temps ils ne sont pas les plus indiqués pour développer l'autodéfense des insurgés surtout en raison de leurs traditions et de leur mentalité. La composition des Comités se combinant à l'absence d'expérience « activiste », de culture subversive, de noyaux révolutionnaires, ainsi qu'à la fatigue (des milliers des gens qui ont participé à l'insurrection s'en vont ou veulent s'en aller d'Albanie) et à la confusion idéologique, déterminent tant les contradictions que les limites de l'insurrection albanaise. Il s'agit d'une insurrection armée de masse qui, après la formation du gouvernement de réconciliation nationale, ne dispose pas de projet politique pour développer sa confrontation avec le régime Bérisha et sa capacité d'organiser son propre pouvoir. Par conséquent, elle paraît incapable d'imposer ses solutions ou tout au moins, de transformer radicalement les rapports de forces politiques et sociaux. Cependant, elle dispose d'une importante dynamique pour pouvoir affronter Bérisha si ce dernier tente un renversement rapide de la situation, et elle peut donner naissance à une nouvelle opposition sociale combative dans la période qui s'ouvrira après son départ.

SES PROBLEMES

Les médias grecs (et européens), et surtout les chaînes de télévision, montent en épingle la violence qui règne en Albanie, en confondant souvent les cas de violence politique (comme la récente attaque contre un village du Sud de

L'Albanie par des agents de Bërisha qui après avoir assassiné le président du Comité populaire local, ont été tous tués par les habitants du village au cours de la bataille rangée (qui a suivi) avec les cas de violence criminelle ordinaire ou organisée, et en passant sous silence les motifs et l'identité de leurs auteurs. C'est ainsi que même l'attaque meurtrière contre un bus sur la route Fieri-Tirana qui constitue un cas typique de « terrorisme blanc » a été présentée comme une preuve supplémentaire de l'existence du « cercle vicieux de chaos et d'anarchie inauguré par l'insurrection. »

Tout d'abord, il faut rappeler que chaque insurrection est accompagnée par l'accroissement de la violence tant politique que sociale, ainsi que par l'augmentation de nombreuses « transgressions ». Dans le cadre de l'effondrement du pouvoir, il y a des gens qui tentent de se réapproprier des rôles et des biens sur une base individuelle — pas nécessairement parce qu'ils manquent d'esprit de solidarité mais surtout parce qu'ils ont subi des années durant des privations matérielles et des manipulations — prenant « ce qui leur appartient » même si ça n'appartient pas seulement à eux ou pire, même s'il appartient de droit à quelqu'un d'autre. Faut-il rappeler que la propriété individuelle ou étatique qui provient de l'exploitation de la plus-value du travail et de l'appropriation de la richesse sociale est un vol, et que les valeurs d'usage personnelles sont les conditions de survie de l'homme et des éléments de la civilisations ?

Alors, en attendant que l'insurrection transforme sa juste cause en droit et que les insurgés organisent la vie à partir de nouvelles règles fondées sur l'égalité, la liberté et la solidarité, voilà donc ce qui fait que les « transgressions » soient habituelles et qu'elle n'aient jamais constitué dans l'histoire des révolutions la cause — mais plutôt le prétexte — pour la restauration des pouvoirs distincts et l'imposition des modèles régulateurs autoritaires et hiérarchisés.

Les « transgressions » généralisées constituent sûrement un problème majeur pour l'avenir de l'insurrection puisqu'elles désorientent et rendent plus conservateurs de larges secteurs des insurgés, tandis qu'elles offrent des arguments aux nostalgiques de « l'ordre » et du redressement de l'État. Cependant, elles ne doivent pas être attribuées à l'insurrection (qui fait apparaître, mais ne provoque pas les « transgressions »), mais au contraire aux conditions sociales qui ont fait naître l'insurrection, c'est-à-dire aux privations matérielles et à l'abandon que ressentent presque tous les Albanais. Tout cela se combine aux traditions transgressives particulières de la société albanaise, aux rapports marginaux avec la légalité qu'entretenait un large secteur du peuple albanais (spécialement au Sud où l'État le tolérait ou même l'encourageait, une frange de la population arrivait à survivre ainsi). La corruption galopante de l'appareil d'État du régime Bërisha rend inopérant tout respect et explique les « transgressions » diffuses qui tourmentent le Sud insurgé.

Les Comités populaires ne sont pas parvenus à les juguler — même ses manifestations les plus antisociales et les plus odieuses —, tandis que quand ils le tentent, à vrai dire sans grands résultats, ils emploient des « vieux matériaux » (tentatives d'encadrer la nouvelle police avec des policiers de l'époque de Hoxha-Alija, etc.), sans mettre systématiquement en avant l'auto-organisation des insurgés et la formation d'organes d'autodéfense et de justice populaires. Nous ne savons pas dans quelle mesure ceci a été tenté durant la première phase de l'insurrection, mais après le 15 mars, le gros des insurgés a assisté presque passivement à l'extension des « transgressions » comme d'ailleurs il est resté perplexe face aux initiatives de l'impérialisme international et aux tentatives restaurationnistes du pouvoir albanais.

Pourtant, il serait très arbitraire de ne pas distinguer les transgressions sociales de l'action de la mafia et du « crime organisé » et surtout des actions des agents de Bërisha qui est en train de combiner son retour à l'épicentre de la vie politique avec la matérialisation d'un projet rappelant la « stratégie de la tension ». Tout en admettant qu'il est très difficile de distinguer où s'arrête la transgression sociale et où commence le « crime organisé » (qui n'est pas seulement « importé », bien que la mafia dispose d'importants appuis locaux), il est sûr que le temps passant, la « transgression » ambiante se consolidera et par conséquent, sera utilisée au profit du pouvoir. Il est donc nécessaire que soient dévoilées toutes les dimensions de la « terreur blanche » qui est planifiée par l'état-major de Bërisha.

Ces derniers jours on assiste à la multiplication des assassinats des adversaires politiques de Bërisha, à des attentats « aveugles » et à des sabotages (par exemple incendies des locaux du PS) qui ont un caractère propagandiste. Tirant profit du vide créé par l'insurrection contre son pouvoir, Bërisha tente de faire chanter les puissances étrangères en évoquant la menace du « chaos » et en se présentant comme le seul capable de rétablir la crédibilité et la cohésion de l'État. C'est ainsi que d'un côté, il prépare sa confrontation avec le gouvernement Fino, et de l'autre, il provoque l'escalade de la « stratégie de la tension » afin de dénigrer l'insurrection, de pousser le PS à des positions plus conservatrices, de regrouper et de donner du courage à ses partisans, et de faire pression sur les puissances impérialistes pour qu'elles reconnaissent en lui le pôle du pouvoir le plus fort en Albanie. Sous cet angle, il est très probable que les élections de juin soient reportées et que l'Assemblée constituante ne soit pas convoquée dans les délais prévus.



SES ENNEMIS

Bien qu'ils n'aient pas des intérêts communs, les pays impliqués dans la crise albanaise sont d'accord pour court-circuiter et même réprimer l'insurrection. On peut dire avec certitude qu'au delà de leur lutte intestine pour étendre leurs zones d'influence et protéger leur intérêts géopolitiques vitaux dans cette région, les pays « démocratiques » qui participent à la « force multinationale » aspirent sûrement à la liquidation de l'insurrection, ainsi qu'à mettre fin à « l'anarchie » et à l'effondrement d'un État qui appartient quand même à l'Europe.

Indépendamment de leurs intérêts « nationaux » particuliers et de leurs divergences quant aux formes de leur intervention, les impérialistes américains et européens ne s'intéressent ni aux pertes humaines albanaïses (le nombre des victimes de l'insurrection est insignifiant comparé aux hécatombes du génocide au Rwanda et correspond à une fraction infime des morts provoqués par la guerre « publique » en Bosnie ou par la guerre « secrète » en Tchétchénie), ni au danger d'explosion généralisée dans la région — d'aucune analyse tant soit peu sérieuse ne résulte que l'insurrection albanaise puisse provoquer des guerres au Kosovo ou en

Macédoine —. Par contre, ils s'inquiètent sérieusement de l'extension au reste des Balkans des phénomènes comme les insurrections populaires et l'effondrement des appareils d'État. C'est donc la cohésion et la crédibilité du « nouvel ordre mondial » qui sont menacées en Albanie, et non la paix ou encore moins, la démocratie en général. Voilà donc, la raison qui fait que pour protéger quelques tonnes d'« aide humanitaire », on fait débarquer en Albanie, 79 000 tonnes de matériel de guerre.

SES AMIS

L'insurrection albanaise, elle n'est pas le vestige d'un quelconque « passé héroïque » et n'a pas été provoquée par l'action de quelques « nostalgiques ». Elle vient de l'avenir et annonce la résistance du « quart monde » au décollage de la barbarie capitaliste. Il est probable qu'elle ne représente pas une « révolution rêvée », mais il est certain qu'elle donne des

cauchemars à la contre-révolution (d'ailleurs, même Marx a appelé le communisme « spectre » et non pas « ange » ou « petite fille aux allumettes ») qu'elle est un « mouvement subversif de l'état de chose existant des choses », et qu'elle démontre que l'hégémonie bourgeoise est asphyxiante, mais aussi historiquement limitée.

Sous cet angle, la gauche européenne et le mouvement ouvrier ne doivent pas se contenter d'exprimer leur sympathie aux insurgés albanais et de protester contre l'indifférence ou la mise en avant des intérêts égoïstes de leur pays.

Ils doivent coordonner leur action pour empêcher la répression internationale de l'insurrection tout en approfondissant l'analyse de ses caractéristiques, de son contenu et de ses messages.

★

Tunisie

La dictature « ripoux »

La Tunisie n'est en rien le pays des droits de l'homme et de la libération des femmes, elle n'est pas un havre de paix coincé entre l'Algérie des barbus et la Libye de Khadafi.

Par Ali Ben Nadra

23 avril 1997

AU TERME DE LONGS MOIS DE NÉGOCIATIONS, la visite officielle de Ben Ali en France prévue pour les 5 et 6 mai a été pour la troisième fois reportée en raison de la dissolution de l'Assemblée nationale par le Président Chirac. Une des pierres d'achoppement a été l'exigence du président tunisien de prendre la parole à l'Assemblée nationale à l'instar du roi du Maroc lors de son dernier voyage à Paris. Cette revendication situe l'enjeu réel de cette visite, par delà les questions économiques qui seront sans doute évoquées, le Général en attend qu'elle réaffirme avec éclat l'appui politique de la France à son régime. Les applaudissements de l'Assemblée, fussent-ils protocolaires, doivent effacer, à ses yeux, le double affront représenté par la motion de députés européens dénonçant la répression en Tunisie (1) et les recommandations de même teneur formulées par la Commission nationale consultative sur les questions des droits de l'homme auprès du premier ministre (2).

Depuis la guerre du Golfe et le coup d'État algérien, la France de Mitterrand puis de Jacques Chirac ne lui a, pourtant, jamais marchandé son soutien. Ainsi, en octobre 1995, lors

d'un voyage à Tunis, le chef de l'État français n'a eu aucune pudeur à saluer le « miracle » tunisien. Sensible au compliment, qu'il a pris pour des félicitations concernant les efforts de sa police, Ben Ali s'est aussitôt empressé de jeter en prison le leader du Mouvement des démocrates socialistes (MDS, opposition bourgeoise) coupable, en effet, d'avoir critiqué publiquement la politique gouvernementale.

CAR, CONTRAIREMENT À UN PRÉJUGÉ que s'acharne à propager certains « amis de la Tunisie » — « éradicateurs » et/ou sionistes —, la Tunisie n'est en rien le pays des droits de l'homme et de la libération des femmes (3) ; elle n'est pas un havre de paix coincé entre l'Algérie des barbus et la Libye de Khadafi.

Les trois premières années qui ont suivi le coup d'État du 7 novembre 1987, l'opposition, toutes tendances confondues, a bénéficié, il est vrai, d'une relative marge de liberté. Les pri-

1) Voté le

2) En date du 14 novembre 1996.

3) Voir l'hypocrite article de Josette Allia dans un récent *Nouvel Observateur*.

sonniers politiques sont libérés, des partis légalisés ou tolérés, l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT, centrale syndicale unique) est reconstituée, l'UGET réunit enfin son mythique XVIII^{ème} Congrès, une presse critique est à nouveau autorisée. Bien sûr, tout ne va pas de soi ; chaque concession démocratique est marchandée, négociée, sévèrement réglementée. Mais cela suffit à une opposition assommée par des années de vaines batailles contre un Bourguiba indéracinable (et, semble-t-il éternel !). Par un mécanisme de refoulement assez banal, on occulte alors ce que chacun sait : le général qui, à l'heure où tout le monde dort, a investi le Palais de Carthage, est, depuis 20 ans, de toutes les sales besognes. C'est un technicien de la surveillance et de la répression !

CE SUPER-FLIC EST POURTANT HABILE ; il vient à peine de se glisser dans les draps encore chauds de Bourguiba, tout étonné de son propre courage, qu'il lâche deux gros mensonges : la fameuse « déclaration du 7 Novembre » qui promet la démocratie et l'information sensationnelle selon laquelle le « changement » — euphémisme pour désigner le coup d'État — aurait évité un putsch intégriste prévu pour le 8 novembre ! Entre le 6 novembre bourguibien et le 8 novembre islamiste, le 7 novembre, qui reconnaît que le peuple est « mûr » pour la démocratie, semble tenir du miracle. A part les groupes d'extrême gauche, tout le monde salue l'action de Ben Ali. Peu de temps après, il pardonne les intégristes, à la manière paternaliste d'un Bourguiba, et c'est le consensus consacré, en 1988, par un « Pacte national » que la suite des événements rendra rapidement « caduc ». Les doubles élections, législatives et présidentielles, d'avril 1989, marquent, de ce point de vue, un premier tournant. Moins contrôlées que d'habitude, ces élections avaient montré deux choses : d'une part, que le pouvoir n'était pas prêt à accepter la présence de députés non-destouriens (c'est-à-dire qui n'appartiennent pas au parti au pouvoir) au Parlement (Ben Ali, soutenu, il est vrai, par tous les partis, s'octroyant modestement 99,27 % des voix) ; d'autre part, malgré les trucs, il apparaissait que les intégristes avaient bénéficié d'un large courant de sympathie notamment dans les quartiers populaires des grandes villes. Ben Ali prend peur, Ghannouchi, le chef du parti intégriste, prend l'avion pour Londres et l'opposition démocratique prend ses rêves pour la réalité : l'espoir que Ben Ali élimine l'islamisme se substitue progressivement à l'espoir que Ben Ali instaure la démocratie !

La machine policière s'ébranle. Mais le véritable tournant aura lieu avec la guerre du Golfe. Effrayé par la perspective d'être confronté à une mobilisation populaire en faveur de l'Irak, le général adopte une position relativement neutre. Il gagne ainsi une certaine crédibilité dans le pays tandis que l'opposition démocratique est paralysée. Les islamistes, quant à eux, ne savent plus où donner de la tête, hésitant entre les pétrodollars saoudiens et le mouvement des masses arabes. La défaite de l'Irak démoralise tout le monde sauf, bien sûr, le Palais de Carthage, conforté, en outre, par le coup d'État en Algérie.

La machine policière s'emballe. Les islamistes sont les premières victimes mais rapidement toute l'opposition y passe. Plus d'une dizaine de milliers d'islamistes ou de supposés tels font connaissance avec les geôles du ministère de l'Intérieur ; plusieurs détenus meurent des suites des tortures qu'ils ont subies. Les partis légaux, y compris ceux qui soutiennent Ben Ali en échange de quelques sièges de députés, concédés aux élections de 1994, n'ont plus aucune liberté

d'action. Et si l'un d'eux se rebelle, la police se charge d'y organiser une scission comme cela a été récemment le cas au MDS dont une minorité a pris le contrôle lors d'un Congrès réuni sous la haute protection de la police.

Le mouvement associatif est étouffé par les pressions administratives et policières. La Ligue Tunisienne des Droits de l'Homme (LTDH), noyauté et manipulée, s'est vu imposer une direction soumise et impuissante. L'UGTT a été vidée de presque toute substance militante ; la bureaucratie syndicale n'a plus aucune autonomie par rapport au pouvoir. Il n'existe plus aucune presse indépendante. Le pays est quadrillé par la police, les comités de quartiers et les cellules du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD, parti de Ben Ali).

Analysant la politique tunisienne, Pierre Sané, le secrétaire général d'Amnesty International, parle de « la poursuite d'une stratégie pour faire interioriser la peur par les citoyens » (4). Il s'agit aussi de dépolitiser la population ; non pas seulement de priver les gens de leurs droits mais de leur faire oublier l'existence même de ces droits. « L'État, c'est moi », pensait Bourguiba ; l'État de droit, c'est l'État qui a tous les droits, ricane son successeur. Le régime du 7 novembre n'aspire pas à susciter une mobilisation de masse en sa faveur ; il cherche à atomiser la population, à l'enserrer dans des réseaux clientélistes et de surveillance où les seuls liens entre individus soient des liens d'intérêts et de méfiance réciproque.

LA LIBÉRALISATION DE L'ÉCONOMIE conforte cette politique. Non pas seulement parce qu'elle préfère un monde ouvrier désorganisé et aphone à un prolétariat structuré, fut-ce sous la coupe d'une bureaucratie marchandant en permanence sa collaboration. La libéralisation favorise également l'éclatement social et politique en brisant les modalités bourguibiennes de constitution du lien social. Celui-ci passait par l'État ; un État-fin en soi, un État bureaucratique, populiste, redistributeur ; un État paternaliste avec à sa tête Bourguiba, dépositaire de la souveraineté et de la légitimité historique, arbitre en apparence entre les classes mais méprisant les pauvres encore plus que les riches, chef de famille autoritaire, parois injuste et capricieux mais capable d'accorder son pardon. La stabilité de ce régime réside dans la réduction des écarts sociaux et dans l'intégration bureaucratique du peuple ; son instabilité se trouve dans les relations capitalistes de la croissance grâce auxquelles il espère financer sa propre croissance. La métamorphose libérale est incompatible avec un tel système. Bourguiba en a fait les frais ; son successeur à Carthage substitue à la politique sociale du bourguibisme, la charité institutionnalisée au moyen d'un Fonds de solidarité (5). Le clientélisme et la corruption deviennent la règle. Le développement du secteur informel est censé compenser le désengagement de l'État. Seuls les plus malins parviennent à s'en tirer mais chacun peut espérer être le plus malin.

A côté de quelques chanceux, la masse de la population voit sa situation devenir de plus en plus précaire. Certes, il n'y a pas eu encore de chute brutale et généralisée du niveau de vie ; la croissance relative de l'économie a permis de freiner la baisse du pouvoir d'achat sans interrompre pour autant sa dégradation continue depuis le milieu des années 80. Ce sont les prestations sociales, santé et enseignement, qui ont le plus subi les répercussions négatives des restrictions budgétaires.

4) Cité par Hamed Ibrahim dans *Le Monde diplomatique*, février 1997, p.5 : *Les libertés envolées de la Tunisie*.

5) Le fameux « 26-26 », véritable racket d'État qui permet à quelques uns de se remplir les poches...

taires et de la privatisation. Le désengagement de l'État est progressif, modulé selon les secteurs ; le grand choc de la libéralisation totale est encore à venir mais ses effets sont déjà là ; le tissu social se désagrège avec la croissance du chômage, la flexibilisation et la précarisation de l'emploi que consacrent les dernières réformes du code du travail.

Dans ces conditions, le recroquevillement sur soi, l'individualisme, le système D, apparaissent comme des impératifs de survie. La démoralisation, au double sens du terme, mine les solidarités sociales et les capacités de résistance.

Alors qu'une partie des couches moyennes a pu tirer quelques profits de la libéralisation, la majorité, pourtant aspirée irrésistiblement vers le bas, est aujourd'hui moins optimiste. Des fissures apparaissent comme en témoigne la révolte des petits commerçants lors de la généralisation de la TVA.

LA BOURGEOISIE CHANGE ÉGALEMENT. Ou, plutôt, ses tendances profondes, contenues difficilement à l'époque de Bourguiba, reprennent le dessus. Nos bourgeois hésitent à investir dans l'industrie; ils savent bien que ce n'est pas en fabriquant des chaussures ou des bonnets de nuit qu'ils pourront faire de l'argent. L'application des accords euro-méditerranéens qui ouvrira complètement le marché tunisien aux produits d'importation n'arrangera certainement pas les choses. La production pour l'exportation, bien que fortement encouragée, reste précaire, soumise aux aléas de la concurrence. Il est plus facile de s'associer avec des firmes étrangères, mais, mieux encore, la spéculation et les trafics en tous genres aux dépens de l'État et avec la complicité de certains de ses fonctionnaires peuvent rapporter gros.

Bien évidemment, une continuité existe entre le régime de Bourguiba et celui de Ben Ali; de nombreux traits du premier sont toujours présents, de même que certains traits du second ne sont nouveaux que dans la mesure où ils font système, mais on a tort de contester au Général le titre d'« artisan du changement ». Il a introduit une réelle rupture dans l'État tunisien : celui-ci est en passe de devenir la propriété que se disputent des délinquants de haut niveau, hommes d'affaires véreux et bureaucrates avides; il devient le lieu de toutes les magouilles politico-financières en relation avec le capital international et, sans doute (déjà ?), la mafia. L'ordre qui règne à Tunis masque encore la décomposition croissante d'un État qui rompt progressivement ses attaches avec la société. Certes, le mécontentement reste latent ; il ne s'exprime que rarement encore par des luttes (émeutes à Sfax contre la TVA, « désordres » dans le Sud, quelques grèves) mais l'« état de grâce » n'est plus qu'un souvenir. Des dissidences se sont manifestées au sein de la direction de l'UGTT même si les contestataires, rapidement exclus, mènent campagne sur le seul fonctionnement des instances, évitant soigneusement d'évoquer les questions sociales ou l'absence de liberté dans le pays. Malgré des difficultés extrêmes, le mouvement démocratique, qui s'était quasiment décomposé sous le double effet de la répression et du reflux général des luttes, tente de retrouver un second souffle ; des pétitions circulent recueillant des centaines de signatures ; des partis, des personnalités indépendantes, des membres de la direction de la LTDH, qui soutenaient jusque-là le pouvoir, commencent à prendre quelques distances.

L'opposition intégriste, quant à elle, a été laminée par la répression. Elle n'est pas encore parvenue à reconstituer ses structures dans la clandestinité mais elle reste la force la

plus à même aujourd'hui d'engranger les fruits d'une éventuelle crise sociale et politique. Car cette crise est probable malgré le calme actuel et la faiblesse de l'opposition organisée. Les « observateurs » les plus favorables au régime soulignent les risques d'une remontée des luttes consécutive au démantèlement de l'« État social ». Mais il faut souligner autre chose : le type de régime qui se met en place est instable par nature. Il est incapable d'avoir la moindre légitimité, le moindre enracinement. Le blindage policier qui le protège contre la société ne peut le protéger contre lui-même. Les conflits qui traversent les sommets de l'État, opposent différentes cliques politico-délinquantes, liées à tel ou tel parent du Général ; le racket auquel sont soumis hommes d'affaires et industriels, prend des proportions qui inquiètent d'ailleurs les institutions financières internationales. Les hommes du pouvoir actuel n'ont pas vraiment de politique : ils agissent avec la double mentalité du flic et du délinquant ; des « ripoux » trop pressés de s'enrichir, qui essaient de transformer à leur image cet État dont ils se sont emparés en quelque sorte par effraction.

Toute personnalité trop politique, même issue du sérail, est vite écartée. Quand on veut rester dans les bonnes grâces du président, il vaut mieux penser en termes de « errjoulia (Virilité en arabe) » et de commissions en Suisse. En fait, il vaut mieux ne pas penser du tout : le gang du Palais de Carthage méprise autant qu'il craint tout ce qui ressemble à un intellectuel ; c'est pourquoi ils cherchent constamment à corrompre les « élites » et jamais ils ne sont aussi contents que lorsqu'ils ont réussi le bon coup d'en débaucher un pour le rejeter ensuite à grands coups de savates.

Il est difficile, dans ces conditions, d'avancer un pronostic mais est-ce bien l'essentiel ? Ce qui est certain c'est que la lutte contre la libéralisation et pour la démocratie reste la perspective incontournable. Il faut savoir, cependant, éviter certains pièges : aussi bien le flirt, fût-il silencieux, avec les intégristes que l'illusion d'une « réconciliation nationale » qui inaugurerait une auto-réforme démocratique du régime. C'est pourquoi, sans renoncer à la bataille pour arracher le maximum de concessions démocratiques, le vieux mot d'ordre est toujours d'actualité : *Delenda Carthago est !* Il faut détruire Carthage !



Du 19
au 26 juillet 1997
dans le Massif central

**camp international
de jeunes**

débattre avec un millier de jeunes
de tous les pays... et faire la fête

Pour tout renseignement :
JCR-RED, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.

Le « coup » constitutionnel

La coalition islamo-nationaliste, entre le Parti de la prospérité (RP, islamiste) du premier ministre Erdogan et le Parti de la juste voie (DYP, droite) de Tansu Çiller, qui est arrivé au pouvoir en Turquie il y a 9 mois, est au bout du rouleau. En effet, harcelé et ébranlé depuis le début par un vaste « front du refus », allant des militaires aux syndicalistes, en passant par les organisations patronales et les puissants groupes des médias, ce gouvernement contre nature est en train de s'effondrer sous ses coups de butoir et sa chute n'est sans doute plus qu'une question de semaines.

*Par Erdal Tan
Istanbul, le 28 avril 1997*

EN FAIT, LES ISLAMISTES AVAIENT bénéficié depuis quelques années d'une conjoncture politique extrêmement favorable et avaient su exploiter les faiblesses, les divisions et la bêtise de leurs adversaires pour se hisser au pouvoir. Ayant obtenu 21 % des voix, lors des élections législatives de décembre 1995, le RP était en effet arrivé en tête, avec à peine 2 % d'avance sur ses rivaux. Il avait donc pleinement profité de la division des familles politiques traditionnelles : le centre droit étant partagé depuis 15 ans entre deux formations rivales, (le DYP de Çiller et l'ANAP de Yilmaz), qui ont récolté 19 % chacun ; alors que la social-démocratie se déchirait entre le DSP d'Ecevit (14 %) et le CHP de Baykal (11 %). Logiquement, la droite aurait donc dû garder le pouvoir avec 38 % des voix au total, suivie par la gauche (25 % au total), les islamistes n'arrivaient qu'en 3ème position, devant les néo-fascistes du MHP (8 %) et les nationalistes kurdes du HADEP (5 %, en alliance avec l'extrême gauche). Mais les querelles de clan entre les partis traditionnels ont bloqué le système et rendu impossible toute alliance viable entre eux. Menacée au Parlement par des Commissions d'enquête sur ses affaires de malversation, Tansu Çiller s'était donc jetée l'été dernier dans les bras des islamistes pour se tirer de ce mauvais pas, offrant au leader septuagénaire du RP le poste de premier ministre. Depuis, le pays vit au rythme des « mises en garde » de l'armée, qui s'érige en « gardienne de la laïcité » pour contrer les exactions éventuelles de ce gouvernement dominé par les islamistes.

Cette tension permanente est grimpée à son paroxysme avec la réunion, le 28 février dernier, du Conseil national de sécurité, qui est un organe constitutionnel paritaire, sous la direction du président de la République, où sont présents les militaires et le gouvernement. Même si ses compétences sont relativement limitées (il peut donner au gouvernement des « avis » à discuter « en priorité »), il s'agit du véritable centre du pouvoir de l'État, pour toutes les questions de « sécurité » (allant de la question kurde à la politique étrangère). Lors de cette réunion du 28 février, l'armée a présenté un véritable

« ultimatum » au gouvernement sur les questions de laïcité, assorti d'une vingtaine de « recommandations » détaillées. Erdogan et Çiller n'ont donc pu faire autrement que d'entériner ces décisions, qui sont apparues officiellement comme des mesures prises « collégialement » par l'armée et le gouvernement. En fait, leur contenu (touchant des domaines très variés : réforme « laïcarde » de l'éducation nationale, répression des groupes islamistes radicaux, application des « lois républicaines » contre l'islamisme, etc.) était difficilement digérable par la base islamiste du RP, qui s'est retrouvé dans une situation très délicate, avec un dilemme cornélien : soit accepter de les appliquer docilement, au prix de se renier politiquement et de provoquer une scission dans le parti (avec, au moins, le départ d'une partie de son aile ultra-radical), soit braver ouvertement les militaires et prendre le risque de se heurter à un coup d'État en bonne et due forme. Depuis deux mois le RP tente donc de gagner du temps, en essayant de développer une ligne politique médiane qui consiste à donner des gages à l'armée, tout en traînant la patte pour garder la tête haute devant ses militants. Mais à force de faire le grand écart, le RP risque de perdre sur les deux tableaux. D'ailleurs, la patience des militaires commence à atteindre ses limites. Leur pression sur le DYP (pour que ce parti quitte la coalition) devient insoutenable. Pour le moment, Çiller résiste mais elle est elle-même confrontée au risque d'éclatement de son parti (avec le départ de l'aile la plus proche des militaires). En fait, l'armée, relayée par le Président de la République, Demirel, et la presse, avec le soutien de l'opinion publique, a mis le gouvernement au pied du mur et s'apprête à lui porter l'estocade. Ou plus exactement, après l'avoir frappé d'un coup politique mortel, elle s'est retirée et attend que le gouvernement s'écroule.

LA « FOLIE DES GRANDEURS » DU RP

Durant les premiers mois de la coalition, le RP avait montré patte blanche aux militaires, jurant fidélité à la doctrine laïque

et républicaine de l'État (le kémalisme), acceptant d'avaler toutes les couleuvres et d'appliquer les politiques dictées par l'armée, notamment sur la question kurde et en politique étrangère, reniant toutes ses promesses électorales et tout son discours islamiste radical de l'opposition. Mais vers la fin de l'année, le RP s'est lancé dans une offensive « islamiste » verbale et symbolique, se croyant suffisamment en position de force pour faire passer ainsi des messages à sa base radicale (déçue par les reniements politiques des premiers mois), sans tenir compte des militaires et de l'opinion publique. Encouragé par la position de faiblesse de Çiller (qu'il tenait en otage) et donc du DYP au sein de la coalition, enivré par la faiblesse de l'opposition parlementaire, dédaignant la presse et les syndicats (qu'il a considérés d'emblée comme des « ennemis à abattre »), le RP a donc gouverné comme s'il disposait d'une vaste majorité à lui tout seul, lui permettant d'agir comme bon lui semble. En même temps, il a commis l'erreur de sous-estimer l'ampleur de la réaction populaire à « l'affaire de Susurluk » (qui avait dévoilé les liens entre la mafia, l'extrême droite, la police et des politiciens proches de Çiller, notamment l'ancien ministre de l'intérieur). Il était par conséquent opposé à la campagne « une minute d'obscurité pour la clarté totale ». Il s'agissait pourtant d'une campagne de masse (initée à l'origine par nos camarades de l'ÖDP), suivie par des millions de personnes, qui exigeaient la condamnation des personnalités impliquées dans cette affaire, en fermant la lumière dans leurs appartements durant une minute, tous les soirs à la même heure. Cette campagne, qui a duré plus de deux mois, avec le soutien des médias (et même de l'armée, qui avait des comptes à régler avec la police), avait aussi abouti à des manifestations de rue dans toute la Turquie. Le RP, qui avait fait campagne durant les élections en se présentant comme un « parti propre », par opposition à la corruption et aux « affaires » ayant ébloussé les autres formations politiques, s'est ainsi renié une fois de plus, en s'aliénant une grande partie de la société civile, qui s'est retrouvée en situation « d'alliance objective » avec l'armée.

LE « COUP CONSTITUTIONNEL »

C'est donc cette « folie des grandeurs » du RP, qui a causé sa perte. En réalité, c'est grâce à cette « alliance objective » entre l'opinion et l'armée (suscitée par le RP lui-même !) que le poids politique des mises en garde des militaires et de la réunion du Conseil national de sécurité ont pu être amplifiées à ce point. Effectivement, se substituant aux partis d'opposition, les militaires se sont placés comme porte-parole légitimes du mécontentement populaire. Ils ont de surcroît pris soin de ménager les susceptibilités démocratiques, en utilisant autant que faire se peut des relais civils. La presse libérale s'est d'ailleurs fait un plaisir de leur ouvrir ses colonnes. Mais durant toute cette période, c'est surtout le président de la République Demirel, qui s'est fait le porte-voix de l'armée, sauvant ainsi les apparences démocratiques et civiles du régime. L'opinion publique a ainsi été progressivement « préparée » à soutenir une intervention militaire, en tout cas tant qu'elle ne prenait pas des allures de coup d'État direct.

Ce soutien populaire a donc permis à l'armée de préparer son « coup constitutionnel » du 28 février. En effet, contrairement aux interventions militaires précédente, tout se passe cette fois-ci dans le cadre légal, puisque les militaires se sont « contentés » d'exprimer leur point de vue au sein d'un organe constitutionnel. D'ailleurs, cette intervention a été applaudie par l'ensemble de la classe politique, des médias, des syndicats et de la bourgeoisie : le secrétaire général de la Confédération syndicale majoritaire s'est même déclaré prêt

à soutenir un coup d'État authentique !

MANŒUVRES FÉBRILES

En fait, c'est surtout au sein du DYP que les effets de la réunion du 28 février ont été le plus ressentis. C'était d'ailleurs l'objectif des militaires. Dans un premier temps, Çiller avait cru qu'elle allait pouvoir tirer les marrons du feu de cette crise. Elle s'est faite la championne de la laïcité, annonçant que les « mesures » avaient le plein soutien de son parti, voulant ainsi rééquilibrer à son avantage les rapports de forces militaires. Menés par le ministre de l'énergie du DYP, une vingtaine de députés de ce parti sont en vole de passer à une rébellion ouverte contre elle. Ils poussent leur parti à prendre les devants et à rompre la coalition. Un premier pas a été franchi cette semaine avec la démission de deux ministres du DYP. De même, la pression des militaires a également des effets au sein du RP. Son vice-président, qui est un ancien transfuge du DYP, mène campagne depuis deux mois (avec le soutien d'une dizaine de députés de ce parti) pour que le gouvernement démissionne « avant qu'il ne soit trop tard ». Si Çiller continue à s'accrocher au pouvoir, on s'attend à ce que ces deux groupes publient une déclaration conjointe, retirant leur soutien au gouvernement, qui perdrait ainsi sa majorité au Parlement.

Mais ce qui retarde la chute de la coalition est le manque d'alternative politique. Compte tenu du morcellement extrême de la classe politique, un gouvernement alternatif ne pourrait être formé que sous forme de coalition hétéroclite de trois ou quatre partis, plaçant les islamistes en position de force dans l'opposition. Dans la mesure où un tel gouvernement ne peut qu'échouer, des élections anticipées seraient alors inévitables et pourraient donner de nouveau l'avantage au RP. C'est là que le bât blesse. Il est plus facile de renverser les islamistes que de construire une alternative bourgeoise classique qui puisse être crédible. En fait, le système politique et les partis traditionnels ont fait faillite. Mais la gauche radicale, qui commence à se reconstruire autour de l'ÖDP, est encore trop faible pour s'ériger en alternative. Les islamistes constituent donc un recours pour une partie des masses populaires. Mais dans un pays comme la Turquie, beaucoup plus complexe et développé sur le plans économique et industriel que les autres pays musulmans, avec une longue tradition de parlementarisme et de démocratie bourgeoise (si limitée soit-elle), et où le mode de vie « laïc/républicain » et les aspirations « bourgeoises occidentales » sont beaucoup plus ancrées qu'ailleurs dans la région, l'idéologie réactionnaire et le radicalisme (purement verbal) des islamistes constituent plutôt un repoussoir, et freine leur croissance. Du coup, c'est l'armée qui s'érige aussi en alternative pour une partie non négligeable de la population. On se retrouve donc dans une véritable impasse politique, personne n'étant en mesure de gouverner ni d'appliquer son projet politique. A court terme, il ne fait pas de doute que c'est l'armée qui va l'emporter, dans sa confrontation politique avec les islamistes, probablement sans même éprouver le besoin de faire un véritable coup d'État (ce qui va d'ailleurs à l'encontre des « projets européens » de la bourgeoisie). Elle va dominer en coulisse le prochain gouvernement et tenter de lui imposer une « réforme d'État » sur le modèle « gaulliste » (beaucoup de commentateurs bourgeois comparent la situation actuelle de la Turquie à la France de la IV^{ème} République, faisant des analogies entre le RP et le PCF et attendant un « De Gaulle turc », qui serait leur « sauveur suprême »). Mais un tel projet est plus facile à élaborer qu'à appliquer. A moyen terme, le pays va donc traverser une période de sérieuses secousses et de remous politiques. ★

Livres du mois

Michael Löwy, La théorie de la révolution chez le jeune Marx, Éditions sociales, 1997, 253 pages, 100 FF.

En ces temps de grand chambardement historique et idéologique, la réédition d'un ouvrage sur Marx paru il y a vingt-sept ans témoigne de deux choses à la fois : de la qualité de l'ouvrage, bien sûr, mais aussi de la reconstitution contre vents et marées d'un marché du livre marxiste.

Paru en 1970 chez François Maspero, l'ouvrage de Michael Löwy était depuis longtemps introuvable. Traduit dans plusieurs langues, il avait fait un véritable tabac dans sa version espagnole qui en est à sa septième édition. Le dessein de l'ouvrage explique son succès : il a été conçu comme « une analyse marxiste de la genèse du marxisme lui-même ».

Le titre du livre du « jeune Löwy » renvoie, bien entendu, à l'œuvre de Louis Althusser — non pas que l'auteur fût althussérien, loin s'en faut, mais il partageait néanmoins la définition althussérienne du « jeune Marx » et déclarait même adhérer à la fameuse théorie de la « coupure épistémologique » par laquelle Marx aurait viré sa cuti hégélienne pour accéder au royaume de la Science. Depuis, la pensée de Michael Löwy a certes évolué sur ce terrain-là, mais pas au point de remettre en question la thèse d'un ouvrage qui se contente de « flirter » quelque peu avec le vocabulaire althussérien, tout en étant d'une évidente inspiration « trotsko-luxemburgiste ».

Cette dernière précision ôte toute ambiguïté quant à la finalité de l'entreprise : il ne s'agit nullement, pour l'auteur, de « dépasser » le marxisme en retournant contre lui sa propre démarche analytique, mais bien plutôt de confirmer la prétention principale du marxisme à être la Théorie du prolétariat, l'expression des intérêts historiques généraux et fondamentaux de la classe ouvrière. L'auteur s'applique donc à montrer le rapport entre la genèse intellectuelle du marxisme et les débuts embryonnaires du mouvement ouvrier de l'ère industrielle.

Le corps essentiel de l'ouvrage s'achève avec la parution du Manifeste du parti communiste de Marx et Engels en 1848. Suivent une vingtaine de pages dans lesquelles l'auteur survole rapidement « Marx après 1848 ». Dans l'édition originale, le survol continuait jusqu'à Guevara en passant par Lénine, Lukács, etc. Michael Löwy a préféré supprimer cette dernière section. On peut le regretter, car bien que rapide, elle n'en était pas moins stimulante.

L'ouvrage de Michael Löwy était et reste une contribution importante à la réappropriation marxiste révolutionnaire et critique de la biographie intellectuelle des fondateurs du marxisme, longtemps restée un domaine privilégié de la philosophie officielle ou para-officielle des staliniens. Il faut se réjouir de sa réédition et souhaiter qu'elle soit suivie de celle de l'excellent ouvrage d'Ernest Mandel sur La forma-

tion de la pensée économique de Karl Marx, paru en 1967, que le livre de Löwy était venu compléter fort opportunément.

Salah Jaber

Enzo Traverso, L'histoire déchirée, Essai sur Auschwitz et les intellectuels, Paris, Cerf, 1997, 238 pages, 165 FF.

Ce livre est extrêmement important. C'est une première tentative de bilan, d'un point de vue marxiste critique, des différentes interprétations d'Auschwitz dans la pensée occidentale après la guerre. La plupart des auteurs étudiés ici sont des juifs de culture allemande, des intellectuels « sans attaches », des hétérodoxes, des dissidents, des outsiders : les « avertisseurs d'incendie », qui ont eu l'intuition de l'avenir tragique (Kafka, Walter Benjamin) et les penseurs de la catastrophe : Hannah Ardent, Günther Anders, Theodor Adorno, Paul Celan, Jean Améry. A ceux-là il faut ajouter le témoignage irremplaçable d'un écrivain juif italien (Primo Levi) et les écrits de deux intellectuels non juifs, dont l'un incarne « l'aveuglement des clercs » — Jean Paul Sartre, qui, malgré ses bonnes intentions, n'a pas saisi le fond du problème — tandis que l'autre, Dwight MacDonal, un marxiste américain d'origine trotskyste, est pratiquement le premier, dès 1954, à se rendre compte de la nouveauté radicale d'Auschwitz, crime industriel et scientifique.

Dans sa remarquable conclusion, Enzo Traverso met en évidence, avec des mots sobres, précis et lucides, l'enjeu d'Auschwitz. Il ne s'agit ni d'une simple « résistance irrationnelle à la modernisation », ni d'un résidu de barbarie archaïque, mais d'une manifestation pathologique de la modernité, du visage caché, infernal, de la civilisation occidentale, d'une barbarie industrielle, technologique, « rationnelle » (du point de vue instrumental). On trouve dans les camps d'extermination nazis, une combinaison de différentes institutions typiques de la modernité : à la fois la prison décrite par Foucault, l'usine capitaliste dont parlait Marx, l'administration rationnelle/bureaucratique selon Max Weber. Auschwitz représente à la fois une rupture avec l'héritage humaniste et universaliste des Lumières, et un exemple terrifiant des potentialités négatives et destructrices de notre civilisation.

Pour compléter cet ouvrage fondamental, on peut aussi consulter utilement la réédition du livre Les marxistes et la question juive, (Paris, Kimé, 1997) enrichie d'une postface nouvelle, en forme d'hommage critique à notre camarade Ernest Mandel (« De l'école de Francfort à Ernest Mandel : interrogations et impasses du marxisme devant Auschwitz »)

Michael Löwy

Sri-Lanka

Des dirigeants du NSSP arrêtés

Le secrétaire général du NSSP (Nava Sama Samaja Party, section sri-lankaise de la Quatrième Internationale) a été relâché pour ensuite comparaître devant le tribunal, le 9 juin 1997, en relation avec la prétendue découverte de 32 armes au siège de la Société de la Coopération des travailleurs de la santé. Les deux camarades membres du Comité central du NSSP arrêtés à la même occasion, Ajith Fonseka, Président de la Société coopérative et P.D. Saranapala, Secrétaire général du syndicat des travailleurs de la santé de Janaraja installé dans le même bâtiment, n'ont toujours pas été relâchés. Ce centre est ouvert à tous les travailleurs de santé quelque soient leurs croyances politiques.

Dans sa déclaration suite à sa libération sous caution, Karunaratne a souligné que le NSSP « *démentit catégoriquement toutes allégations à l'encontre de ses membres* ». Il a affirmé que « *les forces réactionnaires s'ingénient à impliquer le NSSP dans une conspiration qui utiliserait des armes cachées. (...) Ils espèrent ainsi discréditer les luttes des travailleurs contre la hausse des prix, la guerre génocidaire (contre les Tamouls), la répression et la privatisation. L'autre but qu'ils recherchent est l'interdiction du NSSP* ». Et Karunaratne de continuer : « *Notre Parti défend le droit des masses de se soulever contre le système capitaliste injuste. Mais nous nous sommes souvent démarqués du terrorisme individuel et de l'intimidation comme méthodes pour faire la révolution. Une telle tactique nuit en réalité au mouvement actif et sape l'initiative démocratique des masses.* »

En 1989, le gouvernement de l'UNP (United National Party) avait distribué des armes au NSSP et à d'autres composantes de l'Alliance socialiste unitaire, pour qu'ils puissent se défendre contre le Deshapemi Janatha Vayapara (DJV, Mouvement patriotique du peuple), une section nationaliste du Parti JVP. Dernièrement 24 membres du NSSP ont été tués par des chauvinistes du DJV. Les centres syndicaux avaient également été armés après l'assassinat d'un leader syndicaliste du Parti communiste.

Selon un précédent communiqué de presse du parti : « *Le NSSP a rendu toutes les armes après que le gouvernement lui eut demandé de le faire. Il n'a pas déposé d'armes au centre du syndicat des travailleurs de la santé et n'est pas responsable de la découverte de cette cache d'armes. L'arrestation de Bahu Karunaratne, secrétaire général du NSSP, fait partie clairement d'un complot qui vise à isoler le NSSP en raison de son opposition résolue au programme de privatisations du gouvernement de Chandrika* ». Le NSSP est également contre la guerre menée contre le peuple tamoul. Bahu Karunaratne est connu comme un opposant intransigeant à la politique du gouvernement. Depuis son élection au Conseil municipal de Colombo, il est devenu un dirigeant populaire de masse.

Le NSSP demande à ses amis et à ses camarades de par le monde d'envoyer des messages exigeant la libération d'Ajith Fonseka et de P.D. Saranapala ainsi que l'arrêt des poursuites à l'encontre de Bahu Karunaratne :

Son excellence le Président Chandrika Bandaranaike Kumaratunga, Secrétariat présidentiel, Colombo 01, Sri Lanka. (fax : 94 1 333703) et au secrétariat du Ministère de la défense (Fax : 94 1 54 1529). Envoyer une copie de votre protestation au NSSP (Fax : 94 1 334822)

Les donations pour un fonds légal devraient être envoyées à la United Federation of Labour A/C 16 500 599 62, Peoples Bank, Union Place, Colombo 02, Sri Lanka.



ABONNEMENT (11 numéros par an)

France - DOM-TOM - Europe	190 FF pour six mois.	360 FF pour un an.
Afrique du Nord - Moyen-Orient	200 FF pour six mois.	380 FF pour un an.
Afrique - Amériques - Asie	240 FF pour six mois.	460 FF pour un an.
Pli fermé France - Europe	250 FF pour six mois.	500 FF pour un an.

- Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECT", à adresser à PECT, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.
- Virements bancaires à "PECT", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.
- Virements postaux à "PECT", CCP n° 3.900.41 N Paris.

Abonnement ☐ Réabonnement ☐

Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois) ☐

Institutions (600 FF, 1 AN) ☐

« *Lecteurs solidaires* » (150FF, 6 mois) ☐

« *Découvrir INPRECOR* » * (75 FF, 3 mois) ☐

*(Réservé aux nouveaux abonnés)

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

INPRECOR

Revue mensuelle d'information
et d'analyse publiée sous la
responsabilité du Secrétariat
unifié de la IVe Internationale.

Les articles signés ne représentent pas
nécessairement le point de vue de la
rédaction.

Éditée par PECTI Sarl au capital
de 50 000 F, SIREN n°
391 857 562

Rédaction — Administration :

PECTI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France

Tél : (33-1) 43 79 29 60 Fax : (33-1) 43 79 29 61

E-Mail : 100641.2324@compuserve.com

Gérant et Directeur de publication : Jean Malewski
C.P. n° 59117. ISSN 1 0294 - 8516

Imprimé par Rotographie 2, Rue R. Lenoir, 93100 Montreuil

Diffusé dans les librairies par DIF'POP' SARL,
21 ter rue Voltaire, 75011 Paris, France.